Distribution limitée

WHC-92/CONF.003/2
Paris, le 10 juillet 1992
Original: français/anglais

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

CONVENTION POUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE MONDIAL,
CULTUREL ET NATUREL

BUREAU DU COMITE DU PATRIMOINE MONDIAL

Seizième session

Siège de l'UNESCO, Paris, 6-10 juillet 1992

RAPPORT DU RAPPORTEUR

WHC/92/CONF/002/Col/2

I. INTRODUCTION

1. La seizième session du Bureau du Comité du patrimoine mondial s'est tenue au Siège de l'UNESCO à Paris, du 6 au 10 juillet 1992. Y ont participé tous les membres du Bureau : M. Azedine Beschaouch (Tunisie), Président, M. Diaz Berrio (Mexique), Rapporteur, et les représentants du Brésil, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Sénégal et de la Thaïlande, Vice-Présidents.

2. Les représentants des Etats suivants, parties à la Convention, ont participé à la session en tant qu'observateurs : Australie, Canada, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Grèce, Hongrie, Italie, Japon, Philippines, République arabe syrienne, Russie, Tchécoslovaquie et Turquie.

3. Les représentants du Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (ICCROM), du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) et de l'Union mondiale pour la nature (UICN) ont également participé à la réunion à titre consultatif. La liste complète des participants figure à l'Annexe I.

II. OUVERTURE DE LA SESSION

4. Le Directeur général adjoint pour le programme, M. Portella, a souhaité la bienvenue aux participants au nom du Directeur général. Il s'est félicité des progrès accomplis dans la mise en oeuvre de la Convention du patrimoine mondial et a souligné les défis à affronter à une époque soumise à de rapides changements globaux.

Monsieur Portella a mentionné plusieurs événements organisés cette année au Siège de l'UNESCO et dans les Etats membres, destinés à commémorer vingt ans de résultats positifs dans la mise en oeuvre de la Convention du patrimoine mondial. Il a informé les membres du Bureau de la décision qu'avait prise le Directeur général d'établir un Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO afin de renforcer le Secrétariat du Comité du patrimoine mondial, en réunissant les experts des domaines du patrimoine culturel et naturel. Il a félicité M. B. von Droste pour sa nomination au poste de Directeur du Centre et a souhaité à sa jeune équipe plein succès dans son travail futur. Il a émis le voeu que le Centre apporte une aide efficace aux Etats parties dans leurs efforts pour protéger le patrimoine inestimable de l'humanité qui doit être préservé pour les générations futures.

En conclusion, il a souligné l'importance du travail d'élaboration d'une stratégie pour la mise en oeuvre de la Convention dans le futur. Il a rappelé que le Bureau serait amené à examiner et orienter ce travail au cours de la session afin que la stratégie serve de guide à tous les partenaires du système du Patrimoine mondial dans l'avenir.

III. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

5. Le Bureau a décidé d'examiner le suivi de l'état de conservation des biens naturels inscrits sur la Liste du Patrimoine mondial avant le suivi des biens culturels. Avec cette modification, le Bureau a adopté l'ordre du jour proposé dans le document CLT-92/CONF.003/1.

IV. RAPPORT SUR LES ACTIVITES ENTREPRISES DEPUIS LA QUINZIEME SESSION DU COMITE

6. Le Secrétaire du Comité du patrimoine mondial, M. B. von Droste, a présenté un rapport sur les activités entreprises depuis la quinzième session du Comité tenue à Carthage, Tunisie, en décembre 1991. Il a tout d'abord informé les délégués que la Convention avait été ratifiée ou adoptée par quatre nouveaux Etats parties : les Iles Salomon, le Japon, la République de Croatie et la République de Lituanie, ce qui portait à 127 le nombre total d'Etats parties à la Convention.

7. Monsieur B. von Droste a présenté brièvement les événements devant avoir lieu au Siège de l'UNESCO durant les trois prochains mois dans le cadre de la célébration du XXème anniversaire de l'adoption de la Convention. Il a remercié les Etats parties qui ont contribué à l'organisation des expositions, des conférences et des événements culturels.

8. Monsieur von Droste a présenté les priorités du Centre du patrimoine mondial et a fourni des détails sur les différentes étapes qui seront suivies pour le lancement de la stratégie pour la mise en oeuvre de la Convention dans les dix prochaines années. Cette stratégie sera finalisée et adoptée à la seizième session du Comité du patrimoine mondial à Santa Fé, Etats-Unis d'Amérique, en décembre 1992. Par ailleurs, il a souligné que le suivi systématique de l'état de conservation des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril et sur la Liste du patrimoine mondial serait l'un des objectifs majeurs des tâches à accomplir conjointement avec les Etats parties et les organisations consultatives. Dans ce contexte, il a donné des informations détaillées sur les dommages causés par le conflit armé dans la République de Croatie, qui a engendré la destruction d'une grande partie de la vieille ville de Dubrovnik et mis en danger l'intégrité du Parc national des Lacs de Plitvice. Il a aussi donné des détails sur la situation actuelle au Mont Nimba (Côte d'Ivoire/Guinée) dont la conservation avait été un souci majeur du Comité lors de sa dernière session, en vue de minimiser les menaces causées par le projet d'exploitation minière. Il a également informé les délégués que les premiers jalons pour l'inscription d'Angkor sur la Liste du patrimoine mondial avaient été posés en coopération avec le Cambodge.

9. Pour conclure, il a souligné l'importance particulière de la seizième session du Comité du patrimoine mondial, qui se tiendra à Santa Fé, Nouveau Mexique, du 6 au 14 décembre 1992, grâce à la généreuse invitation des Etats-Unis d'Amérique.

10. Le Président a remercié le Directeur du Centre du patrimoine mondial pour son rapport et a souligné le rôle du Bureau dans l'élaboration de la stratégie pour la mise en oeuvre de la Convention du patrimoine mondial.

V. SUIVI DE L'ETAT DE CONSERVATION DES BIENS NATURELS ET PROBLEMES TECHNIQUES S'Y RAPPORTANT

11. Le Bureau a examiné le document CLT-92/CONF.003/3 et a pris note des rapports concernant l'état de conservation de quinze sites naturels ou mixtes. Les représentants de l'UICN ont présenté un autre document (en anglais uniquement) fournissant des informations supplémentaires sur ces quinze sites et sur l'état de conservation d'un certain nombre d'autres sites naturels ou mixtes.

12. Le Bureau a noté que plusieurs Etats parties n'avaient pas répondu aux lettres envoyées par le Secrétariat transmettant les observations et les recommandations du Comité sur l'état de conservation de sites du patrimoine mondial situés sur leur territoire. Le Bureau a recommandé vivement aux Etats parties de répondre aux demandes du Comité afin de faciliter sa tâche. Le Bureau a émis des observations et des recommandations spécifiques concernant l'état de conservation des sites cités ci-dessous.

Parc National d'Iguazu (Argentine) et Parc National d'Iguaçu (Brésil)

13. Le Bureau a rappelé que le Comité avait, lors de sa dernière session, noté que huit hélicoptères survolaient simultanément la zone des chutes d'eau et que des associations de conservation locales s'étaient élevées contre l'utilisation d'hélicoptères dans cette zone parce qu'elle contrevient aux règles du trafic aérien relatives au survol des zones protégées. A sa dernière session, le Comité a été informé que les autorités brésiliennes avaient constitué un Groupe de travail pour étudier cette question et a demandé au Secrétariat de prendre contact avec les autorités argentines pour qu'elles lui fassent connaître les mesures qu'elles entendaient prendre. Les autorités brésiliennes ont indiqué, par lettre du 5 juin 1992, que le groupe de travail avait pris en compte les aspects positifs (bénéfices aux populations locales) et négatifs (pollution par le bruit) du tourisme par hélicoptère et identifié de possibles mécanismes de réglementation et de contrôle (limitation du nombre des visites, calendrier des visites, niveau maximum de bruit autorisé pour le trafic par hélicoptère dans la zone, taxation des hélicoptères lors du survol du site). Cependant, le Groupe avait conclu que, jusqu'à présent, les impacts négatifs ne l'emportaient pas sur

les effets positifs et recommandait que la situation soit étudiée davantage avant de prendre des mesures réglementaires.

Par lettre du 17 juin 1992, les autorités argentines ont fourni des informations sur les efforts menés conjointement par leurs administrations des parcs nationaux et du trafic aérien pour mettre au point un accord destiné à réglementer l'utilisation par les hélicoptères de l'espace aérien au-dessus du Parc national d'Iguazu. Avant qu'un tel accord soit mis au point, les normes existantes pour l'utilisation de l'espace aérien entre le niveau du sol et une altitude de 112 km seront strictement appliquées. Le non-respect de cette réglementation par un hélicoptère est punissable du retrait pour six mois du permis d'utiliser la zone du parc national.

Le Bureau a noté les avis fournis ainsi que les différentes mesures prises par les deux Etats parties pour réglementer l'utilisation par hélicoptère de l'espace aérien de la zone des chutes d'eau et a demandé à l'UICN et au Centre du patrimoine mondial de continuer à suivre la question et les mesures prises par les autorités des responsables des deux parcs nationaux.

Tropiques humides de Queensland (Australie)

14. Le Bureau a noté que, conformément à la demande du Comité à l'époque de l'inscription de ce bien sur la Liste du patrimoine mondial en 1988, l'UICN avait effectué une mission sur le site. Le Bureau a noté avec satisfaction que, en dépit d'une certaine lenteur au début, des résultats positifs avaient été enregistrés dans la gestion de la zone des Tropiques humides, en particulier en ce qui concerne : (a) la mise en place du siège et le recrutement du personnel ; (b) la préparation d'une législation ; (c) l'élaboration des plans de gestion ; (d) la réalisation d'un certain nombre d'études sur la politique à mener ; (e) l'établissement de comités consultatifs et d'une autorité de gestion ; (f) l'augmentation des allocations budgétaires pour la gestion du site et (g) la réhabilitation des zones de forêt dégradées.

Le Bureau a félicité les autorités australiennes des mesures prises pour assurer une gestion adéquate de ce bien et a demandé à l'UICN et au Centre du patrimoine mondial de continuer à en assurer le suivi.

Réserve de la biosphère de Srebarna (Bulgarie)

15. Le Bureau a rappelé que le Comité à sa dernière session avait recommandé aux autorités bulgares de demander l'inscription de ce bien sur la Liste du patrimoine mondial en péril parce que ce petit site du patrimoine mondial (500 hectares) n'était plus écologiquement viable. Le Bureau a été informé que, depuis la dernière session du Comité, deux missions de l'UICN avaient été menées en Bulgarie : bien que l'importance de la réserve comme site de Ramsar et comme réserve de la biosphère, en particulier dans le contexte européen, subsiste à condition de prendre

certaines mesures de réhabilitation, son statut de site du patrimoine mondial ne peut plus être justifié car il s'est détérioré au point de perdre l'ensemble des caractéristiques qui lui ont valu son inscription sur la Liste du patrimoine mondial.

Le Bureau a recommandé que le Comité à sa prochaine session, en décembre, considère le retrait de ce bien de la Liste du patrimoine mondial et, conformément au paragraphe 41(c) des **Orientations**, a chargé le Centre du patrimoine mondial d'informer les autorités bulgares de sa recommandation au Comité. Le Bureau a demandé au Centre du patrimoine mondial d'obtenir les observations et commentaires des autorités bulgares sur cette recommandation, à temps pour les soumettre à la session du Comité en décembre 1992.

Parc provincial des Dinosaures (Canada)

16. Le Bureau a été d'accord avec la proposition des autorités canadiennes de retirer du bien une superficie de 423 hectares qui feront l'objet d'une exploitation d'un gisement de pétrole et de gaz naturel et d'ajouter à ce site 2.133 hectares présentant une plus grande valeur pour la conservation. La modification proposée des limites du parc a pour conséquence une augmentation d'environ 1.700 hectares de la surface du parc. Le Bureau a recommandé au Comité de prendre officiellement en compte le rapport et la carte fournis par les autorités canadiennes et qui présentent les nouvelles limites de ce bien du patrimoine mondial.

Parc national de Wood Buffalo (Canada)

17. Le Bureau a été informé des progrès accomplis par les autorités canadiennes pour combattre les menaces qui pèsent sur la conservation de ce site. Le Bureau a félicité les autorités canadiennes d'avoir établi un programme d'action pour cette conservation. Cependant, le Bureau a estimé que la sauvegarde des valeurs du patrimoine mondial de ce site demande une action continue à long terme et a demandé au Centre du patrimoine mondial et à l'UICN d'assurer le suivi de l'état de conservation de ce bien et de faire rapport au Comité sur tout problème qui pourrait survenir.

Parc national du Manovo-Gounda St Floris (République centrafricaine)

18. Le Bureau a rappelé que, lorsque ce site a été inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988, plusieurs membres du Comité avaient émis des réserves en raison de son état de conservation et des différentes menaces qui pesaient sur son intégrité. Le Bureau s'est montré préoccupé de ce que, en dépit des assurances données au Comité à l'époque de son inscription et de l'existence d'un projet de la CEE dans la région d'un montant de 27 millions de dollars, ce bien, qui ne disposait d'aucun plan de gestion, avait continué à se détériorer. Le

Bureau a noté que le Président de la République centrafricaine avait l'intention de confier la gestion de ce site à une fondation privée et qu'il avait invité l'UNESCO à participer à la gestion de ce site par cette fondation en tant que conseil scientifique. Le Bureau a demandé au Centre du patrimoine mondial d'étudier cette proposition conjointement avec l'UICN et de procéder à une analyse détaillée des conséquences du transfert de gestion du site à une organisation privée. Le Bureau a demandé au Centre du patrimoine mondial de contacter l'Etat partie pour lui demander d'inviter une mission d'experts destinée à examiner l'état de conservation du parc et à évaluer la proposition de confier sa gestion à une organisation privée. Le Bureau a souligné qu'une telle mission devrait se fonder sur l'audit du projet récemment effectué par la CEE et devrait présenter des recommandations sur la viabilité et la gestion futures de ce site.

Talamanca-La Amistad (Costa Rica/Panama)

19. Le Bureau a félicité les autorités du Panama d'avoir empêché que 59.000 hectares du Parc national de La Amistad soient concédés pour faire l'objet d'une exploitation pétrolière.

Le Bureau a noté que les autorités du Costa Rica n'avaient pas répondu à la lettre du Secrétariat du 6 février 1992 leur demandant de considérer la possibilité de modifier les limites des réserves de Talamanca-La Amistad pour en exclure quatre réserves indiennes dans la zone atlantique nord-est et de soumettre une carte montrant les nouvelles délimitations du site. En outre, le Bureau a aussi été informé par le représentant de l'UICN qu'un projet antérieur de construction d'une route à travers les réserves de Talamanca-La Amistad était de nouveau examiné.

Le Bureau a demandé au Centre du patrimoine mondial de prendre contact avec les autorités du Costa Rica pour leur demander à nouveau de considérer la possibilité de modifier les limites des réserves et de fournir une carte montrant ces nouvelles délimitations. De plus, le Bureau a demandé au Centre du patrimoine mondial d'obtenir des précisions sur le projet de construction d'une route à travers les réserves de Talamanca-La Amistad, y compris une évaluation des impacts potentiels de ce projet sur l'état de conservation du site. Un rapport sur la situation devrait être présenté au Comité à sa prochaine session.

Parc national des Lacs de Plitvice (République de Croatie)

20. Le Bureau a noté que les autorités croates avaient informé officiellement l'UNESCO, par lettre du 24 avril 1992, qu'elles entendaient se conformer aux obligations de la Convention du patrimoine mondial et avaient demandé qu'une mission conjointe UNESCO/UICN soit entreprise pour évaluer les impacts que les troubles dans la région avaient eu sur l'état de conservation du Parc national des Lacs de Plitvice. Le Bureau a recommandé que

le Comité inscrive le Parc national sur la Liste du patrimoine mondial en péril comme le demandaient les autorités croates. Le Bureau a également décidé de réserver une somme d'un maximum de 30.000 dollars en tant qu'assistance d'urgence pour permettre l'organisation d'une mission conjointe UNESCO/UICN sur le site, en coopération avec les autorités croates ainsi que les organes des Nations Unies compétents responsables de la surveillance du conflit dans la région, afin de préparer et de mettre en place un projet d'assistance internationale pour la réhabilitation du parc national des Lacs de Plitvice.

Parc national de Sangay (Equateur)

21. Le Bureau a noté avec satisfaction que le Sous-Secrétariat des forêts et des ressources naturelles, responsable de la gestion de ce site, avait été en mesure d'arrêter un projet de construction de route, en attendant que les agences provinciales et nationales compétentes évaluent les impacts sur l'environnement de ce projet et décident de mesures destinées à les minimiser. A cet égard, le Bureau a félicité les autorités de l'Equateur d'avoir obtenu l'approbation officielle d'inclure dans le parc national des zones importantes au sud du site du patrimoine mondial. Le Bureau a cependant été préoccupé des informations fournies par le représentant de l'UICN concernant l'important braconnage de la faune sauvage, le pâturage illégal du bétail et les empiètements par les populations dans ce site du patrimoine mondial. Le Bureau a demandé au Centre du patrimoine mondial de contacter les autorités de l'Equateur pour qu'elles invitent des experts internationaux et/ou régionaux à se joindre aux spécialistes équatoriens afin d'évaluer les impacts du projet de construction de route et les menaces à l'intégrité du site. Le Bureau a recommandé que le Comité décide à sa prochaine session, en décembre 1992, sur la base d'informations complémentaires reçues sur les impacts potentiels du projet de construction de route, si le site devrait ou non être inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en péril.

Iles Galapagos (Equateur)

22. Le Bureau a été informé que le personnel de ce site du patrimoine mondial avait récemment mené une grève de quatre semaines pour obtenir des salaires plus élevés et d'autres améliorations de leurs conditions de travail. Le Bureau a aussi noté qu'un projet de plan pour le tourisme et la conservation des Iles Galapagos était en cours de finalisation et que le plan d'ensemble pour la gestion du parc devrait être révisé pour tenir compte des orientations et des actions prévues par le Plan de tourisme et de conservation. Le Bureau a recommandé au Centre du patrimoine mondial de contacter les autorités de l'Equateur et de leur demander de s'efforcer de prendre toutes mesures possibles pour améliorer les salaires et les conditions de travail du personnel du parc et de réviser le plan de gestion du site pour harmoniser sa mise en oeuvre avec le Plan de tourisme et de conservation pour les Galapagos.

Parc national de Simen (Ethiopie)

23. Le Bureau a noté avec satisfaction que les autorités d'Ethiopie avaient soumis un projet de réhabilitation pour ce site. Ce projet est en cours de mise en oeuvre grâce aux 50.000 dollars EU approuvés par le Comité du patrimoine mondial.

Réserve naturelle intégrale du Mont Nimba (Côte d'Ivoire/Guinée)

24. Le Bureau a rappelé que le Comité, à sa dernière session, avait conclu que la réduction de la surface de ce site, proposée par le gouvernement de la Guinée afin d'en exclure les zones où le projet d'exploitation minière aurait lieu, ferait peser une grave menace sur l'intégrité du site. Compte-tenu du fait que le site faisait également l'objet de plusieurs autres menaces, le Comité, à sa dernière session, a recommandé que les gouvernements de Côte d'Ivoire et de Guinée proposent que ce site soit inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en péril.

Le Bureau a noté avec satisfaction que des experts de Côte d'Ivoire et de Guinée s'étaient réunis au Mont Nimba avec des représentants du PNUD et de l'UNESCO du 29 juin au 3 juillet 1992, et avaient repris à leur compte les conclusions du Comité, sur la base de visites sur le terrain et de consultations ; ces experts avaient demandé aux gouvernements de Côte d'Ivoire et de Guinée de proposer d'urgence l'inscription de ce site sur la Liste du patrimoine mondial en péril. Le Bureau a été préoccupé d'apprendre que le site continuait à être soumis à la pression de groupes d'intérêt désireux de profiter des avantages économiques liés à l'exploitation du minerai de fer du site. Le Bureau a cependant noté que jusqu'à présent aucune activité minière n'avait été entreprise et que les donateurs bi et multi-latéraux n'avaient pas encore financé le projet.

Le Bureau a demandé au Centre du patrimoine mondial de prendre contact avec les autorités de Côte d'Ivoire et de Guinée pour leur demander à nouveau que le site soit inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en péril. En outre, le Bureau a recommandé que le Centre du patrimoine mondial coopère avec les deux Etats parties concernés et avec des organismes de financement comme la Banque mondiale et le PNUD pour élaborer un projet de développement rural intégré, destiné à apporter des bénéfices sociaux-économiques aux populations qui vivent aux abords immédiats de ce site du patrimoine mondial.

Sanctuaire de faune de Manas (Inde)

25. Le Centre du patrimoine mondial a informé le Bureau que les dommages engendrés par l'invasion de ce Sanctuaire par des militants de la tribu Bodo à Assam (Inde), étaient évalués à environ 50 millions de roupies indiennes (environ 1,6 million de dollars EU). Bien que les infrastructures du parc aient subi des dommages considérables, les habitats dans les parties inaccessibles du Sanctuaire restaient intacts. Le Bureau, tout

en notant que les conditions de mise en place d'un régime normal de gestion et d'administration pouvaient être en train de s'améliorer, a cependant regretté l'absence d'évaluation complète des dommages et le fait que les autorités indiennes n'avaient pas encore fourni de rapport écrit sur l'état de conservation de ce Sanctuaire, malgré les demandes répétées qui leur étaient adressées depuis 1989. Le Bureau a redemandé au Centre du patrimoine mondial de contacter à nouveau les autorités indiennes pour obtenir un rapport écrit et à jour sur l'état de conservation du Sanctuaire de faune de Manas. Le Bureau a recommandé que le Comité, à sa prochaine session, examine les informations fournies par les autorités indiennes dans ce rapport et décide, en consultation avec l'UICN, si le site devait ou non être inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en péril.

Réserves naturelles de l'Air et du Ténéré (Niger)

26. Le Bureau s'est déclaré préoccupé par le fait que la région dans laquelle ce site est situé a récemment été affectée par des troubles armés. Le Bureau a été informé de ce que le Ministère des Affaires étrangères du gouvernement du Niger avait demandé au Directeur général de l'UNESCO de lancer un appel pour la protection de ce site, inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1991. Le Bureau a recommandé au Centre du patrimoine mondial de prendre contact avec les autorités du Niger pour obtenir des précisions sur les impacts de ces troubles sur l'état de conservation du site et leur demander de proposer l'inscription de ce site sur la Liste du patrimoine mondial en péril.

Mont Athos (Grèce)

27. Le Bureau a été informé par le représentant de l'UICN que la couverture végétale avait été détruite dans ce site mixte, ce qui pourrait avoir des effets négatifs sur le paysage de cette zone. Le Bureau a demandé au Centre du patrimoine mondial de prendre contact avec les autorités grecques pour vérifier cette information et leur suggérer d'inviter une mission à venir examiner l'état de conservation de ce site.

Parc national du Niokolo-Koba (Sénégal)

28. Le Bureau a rappelé qu'une étude d'impact sur l'environnement avait conclu que la construction d'une route à travers le parc était préférable à un tracé alternatif de la route le long de la périphérie du parc, parce que la route à l'intérieur du parc pourrait faire l'objet d'une meilleure surveillance par le personnel du parc. Le Bureau a noté que, bien que la construction de la route ait commencé, les travaux avaient été momentanément arrêtés en raison de la saison des pluies. Le Délégué du Sénégal a informé le Bureau que le Service des Parcs nationaux avait mis en place plusieurs points y compris un à Niokolo-Koba pour surveiller le trafic qui utilisait actuellement la route cotonnière au nord du parc et que le gouvernement du

Sénégal avait élaboré un plan destiné à réduire les impacts du projet de construction de route et élaboré un régime de gestion écologique des zones situées en dehors du parc. Le Bureau a souhaité qu'un résumé du plan soit traduit en anglais et présenté aux membres du Comité à sa seizième session, prévue en décembre 1992.

Hierapolis-Pamukkale (Turquie)

29. Le Bureau a noté avec satisfaction que la version anglaise du plan de préservation et de gestion de ce site mixte, préparé avec une assistance financière du Fonds du patrimoine mondial, avait été publiée. L'observateur de la Turquie a informé le Bureau que la mise en oeuvre de ce plan avait commencée et qu'un projet pour supprimer certains hôtels et certaines infrastructures, qui menaçaient l'intégrité et l'authenticité du site, serait bientôt initié ; il a également indiqué que les autorités turques envisageaient de demander une assistance internationale au Fonds du patrimoine mondial pour couvrir une partie des coûts de la mise en oeuvre de ce projet.

Parc national de Durmitor (Yougoslavie)

30. Le Bureau a noté que les autorités responsables de la gestion de ce site avaient soumis au Secrétariat plusieurs rapports sur les impacts potentiels d'un projet de construction d'un barrage hydroélectrique sur la Tara et sur la pollution de cette rivière causée par une fabrique d'asphalte, située en amont. Le Bureau a été informé par le représentant de l'UICN que les autorités du Montenegro estimaient que les deux problèmes mentionnés ci-dessus avaient des impacts minimes sur la conservation de Durmitor et que les mesures nécessaires pour minimiser ces impacts étaient prises. Cependant, le Bureau a demandé au Centre du patrimoine mondial de prendre contact avec les autorités yougoslaves pour leur demander d'inviter une mission commune UNESCO/UICN et de montrer sur le site l'état du projet de construction du barrage hydroélectrique sur la Tara et la pollution causée par la fabrique d'asphalte à cette même rivière.

Parc national de la Garamba (Zaïre)

31. Le Bureau a noté avec satisfaction que la population de rhinocéros dans le parc avait maintenant atteint le nombre de 32 et que l'état de conservation de ce site continuait à être stable grâce à une augmentation de budget et de personnel. Le Bureau a en conséquence recommandé que le Comité retire ce bien de la Liste du patrimoine mondial en péril conformément à la demande faite par l'Etat partie par lettre du 26 février 1991.

Mosi-oa-Tunya/Victoria Falls (Zimbabwe)

32. Le Bureau a noté qu'un projet de construction d'un barrage sur la gorge de Bateka pourrait inonder certaines parties de ce site transfrontalier du patrimoine mondial et que le Centre du patrimoine mondial avait informé un groupe d'ingénieurs consultants chargé d'entreprendre une étude d'impact du projet de construction de barrage sur les menaces potentielles qu'il causerait à l'intégrité de ce site. Le Bureau a demandé au Centre du patrimoine mondial de prendre contact avec les Etats parties concernés pour obtenir des précisions sur le projet de construction de barrage afin de les soumettre au Comité en décembre.

33. Le Bureau a pris note de l'information fournie par l'UICN, selon laquelle un atelier concernant la conservation des îles subantarctiques était organisé conjointement par l'UICN et le Conseil pour la recherche scientifique dans l'Antarctique (SCAR) pour mettre au point des recommandations pour l'application de la Convention du patrimoine mondial à la région antarctique. Le Bureau a aussi pris note du bref rapport sur l'atelier portant sur la Convention du patrimoine mondial qui avait été organisé dans le cadre du Quatrième congrès mondial des parcs tenu à Caracas, Venezuela, en février 1992.

VI. SUIVI DE L'ETAT DE CONSERVATION DES BIENS CULTURELS INSCRITS SUR LA LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL ET PROBLEMES TECHNIQUES S'Y RAPPORTANT

SUIVI DE L'ETAT DE CONSERVATION DES BIENS DES PAYS MEDITERRANEENS

34. Le Bureau a examiné le document CLT-92/CONF.003/02 présenté conjointement par le Centre du patrimoine mondial et le coordonateur "100 sites méditerranéens" du Plan d'Action pour la Méditerranée du Programme des Nations-Unies pour l'Environnement. Le Bureau a pris note des mesures spécifiques prises par le Secrétariat à la suite des décisions du Comité du patrimoine mondial lors de sa XVe session.

35. Le Bureau s'est félicité d'apprendre que les travaux de restauration des monuments d'Arles (France) continuent grâce à la participation du Ministère de la Culture, mais aussi avec une importante contribution des autorités municipales et du "World Monuments Fund".

36. De même, le Bureau a pris note avec satisfaction des efforts continus, menés par les responsables de la conservation du site archéologique de Kerkouane (Tunisie), pour renforcer la falaise qui est rongée en permanence par les vagues.

37. Le Bureau a également pris note des informations données par le Centre du patrimoine mondial concernant le site du Pont du Gard (France). En effet, il apparaît que les travaux d'aménagement du site non seulement ne mettent pas en danger son

authenticité mais aident à la rétablir, car une ligne électrique existante sera enterrée.

38. En ce qui concerne l'état de conservation des monuments de Göreme (Turquie) le Bureau a pris note de la volonté des autorités nationales de poursuivre la restauration du site et a demandé au Centre du patrimoine mondial de préparer, en consultation avec les responsables et les spécialistes turcs, un dossier plus complet au sujet des aménagements touristiques qui risquent de nuire à la visibilité des monuments.

39. Le coordonateur du projet "100 sites méditerranéens" a présenté un bref aperçu des principaux problèmes de conservation remarqués lors des visites sur les sites faites à la demande du Secrétariat :

Abou Mena (Egypte)

40. Le Bureau a pris note avec inquiétude des menaces qui pèsent sur la conservation du site à cause de sa fragilité et du flux croissant de pèlerins, ainsi que d'une possible reconstruction de l'église au-dessus de la tombe du Saint. Le Bureau a demandé au Centre du patrimoine mondial d'attirer l'attention des autorités compétentes nationales sur cet état de faits et de leur demander des assurances sur la volonté de tout mettre en oeuvre pour bien conserver ce site.

Delos (Grèce)

41. Le Bureau a pris note du fait que les travaux de restauration du site se poursuivaient et que l'activité archéologique était limitée actuellement aux fouilles consécutives à l'installation d'une ligne électrique. Le Bureau s'inquiète du fait que les moyens en ressources humaines pour assurer la surveillance du site ne sont pas encore mis en place.

Delphes (Grèce)

42. Le Bureau s'est félicité du bilan positif de la conservation des monuments et a exprimé le souhait que les autorités nationales renforcent les mesures pour la protection du site.

El Jem (Tunisie)

43. Conscient des efforts des spécialistes et des autorités nationales tunisiennes pour la bonne conservation du site, le Bureau a cependant constaté avec inquiétude les modifications qui ont affecté l'environnement du site et demande que les autorités compétentes prennent d'urgence les mesures nécessaires pour rétablir le rapport du site au paysage, en cessant toute nouvelle construction dans l'environnement immédiat du site et en démolissant la galerie marchande construite sur un côté de

l'amphithéâtre. S'il s'avérait impossible de la démolir, il conviendrait alors de la masquer par une haie vive. Dans la mesure où l'organisation de spectacles dans l'enceinte de l'amphithéâtre n'implique pas d'aménagements irréversibles, le Bureau considère que les activités ludiques ne constituent pas une menace pour la bonne conservation du site.

Istanbul (Turquie)

44. Le bureau a pris note avec satisfaction du fait que le plan directeur d'urbanisme de la ville avait été modifié et a exprimé le souhait d'obtenir de la part des autorités turques compétentes plus d'informations sur le nouveau plan.

Gantija (Malte)

45. Le Bureau a exprimé son inquiétude face aux problèmes de protection des temples mégalithiques et a demandé au Centre du patrimoine mondial d'attirer l'attention des autorités maltaises concernées sur le besoin d'établir une zone-tampon plus large et protégée par la loi. Un rapport sur les informations reçues sera fait au Comité à sa prochaine session, ceci d'autant plus qu'une demande d'extension du site a été présentée par les autorités maltaises cette année.

Cité du Vatican (Saint-Siège/Italie)

46. Le Bureau s'inquiète du projet de construction, dans l'enceinte de la Cité du Vatican, d'un immeuble en béton de plusieurs niveaux sur l'emplacement du vieil Hospice de Santa Marta, dont la démolition a été entreprise le 1er juin 1992.

La brèche percée dans la muraille léonine à l'occasion de ces travaux constitue une atteinte à l'intégrité de cet ensemble fortifié. De plus, la surélévation projetée, par sa co-visibilité avec la coupole de Saint-Pierre, causerait un dommage irréparable au paysage urbain de Rome comme à celui de la Cité du Vatican.

Le Bureau recommande au Centre du patrimoine mondial de prendre contact avec l'Observateur du Saint-Siège auprès de l'UNESCO et de tout mettre en oeuvre pour obtenir la révision d'un projet extrêmement dommageable pour deux biens insignes et indissociables de la Liste du patrimoine mondial, la Ville de Rome et la Cité du Vatican.

47. Le Centre du patrimoine mondial a informé le Bureau des activités de l'UNESCO concernant la sauvegarde d'un site inscrit sur la Liste du patrimoine en péril, la vieille ville de Dubrovnik (République de Croatie) et d'un site célèbre dont l'inscription sera examinée cette année, Angkor (Cambodge).

Dubrovnik (Croatie)

48. Le Bureau a pris note du document CLT-92/CONF.003/02 et a salué les efforts du Directeur général de l'UNESCO en vue de sauvegarder le patrimoine culturel de Dubrovnik, entre autres :

- son appel conjoint avec le Secrétaire général des Nations Unies en vue du retour à la paix et de la protection du patrimoine culturel;
- les différentes missions de l'UNESCO auprès des parties en conflit en vue de faire appliquer la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (La Haye, 1954) et la Convention du patrimoine mondial;
- l'envoi d'observateurs de l'UNESCO à Dubrovnik en décembre 1991 suivi de missions techniques à partir de février 1992;
- sa décision d'allouer un montant spécial de 200.000 dollars des Etats-Unis d'Amérique pour les premières opérations de restauration d'urgence;
- la préparation, avec les autorités compétentes, d'un plan d'action pour la restauration des monuments endommagés.

Grâce à une assistance d'urgence du Fonds du patrimoine mondial d'un montant de 19.000 dollars des Etats-Unis d'Amérique, une réunion d'experts internationaux a déjà été organisée sur place et des stages techniques sont prévus en France à l'intention de spécialistes croates.

Le Bureau a exprimé son inquiétude face à la reprise des hostilités dans cette région où aucun objectif militaire ne justifie une intervention armée. Il a demandé au Centre du patrimoine mondial de conseiller aux autorités croates la création, avant la prochaine réunion du Comité du patrimoine mondial, d'une zone-tampon pour assurer la protection de l'ancienne forteresse et d'autres monuments importants.

Le Bureau a été informé que le plan d'action évoqué ci-dessus sera rendu public et mis à la disposition des bailleurs de fonds éventuels. A cet égard, le Bureau a été informé qu'une agence de tourisme aux Etats-Unis et une autre à Dubrovnik avaient manifesté leur intérêt pour les opérations de sauvegarde et proposé de recueillir des fonds pour la participation à leur financement.

Le Bureau a fait appel aux parties en conflit en vue de la cessation des hostilités et la protection du patrimoine culturel. Il a invité tous les Etats parties à la Convention à participer aux efforts de préservation du site.

49. Le Bureau a pris note des informations fournies par le Secrétariat et a décidé de réserver une somme de 30.000 dollars destinée à financer les activités de restauration urgentes de Dubrovnik.

SUIVI DE L'ETAT DE CONSERVATION DES BIENS EN AMERIQUE LATINE

50. Un document sur le suivi de l'état de conservation des biens du patrimoine mondial en Amérique latine, dans les Caraïbes et au Mozambique (1991-1995) a été présenté par le Coordinateur régional et Conseiller technique principal du Projet régional pour le patrimoine culturel et urbain et le développement, UNESCO/PNUD.

51. Le Bureau a rappelé que la tâche de mener à titre expérimental un exercice de suivi, qui avait été confiée à ce Projet Régional par le Comité à Banff, Canada, en 1990, avait déjà donné des résultats positifs et prometteurs en 1991. Six sites, à savoir, Ouro Preto (Brésil), Carthagène (Colombie), Quito (Equateur), Antigua Guatemala (Guatemala), Machu Picchu (Pérou) et San Francisco de Lima (Pérou), avaient fait l'objet d'un suivi en 1991 et les résultats avaient été présentés au Comité, à Carthage, Tunisie, en 1991.

52. Le Bureau a discuté la raison d'être du suivi, qui ne peut pas être considéré comme un mécanisme d'inspection périodique mais doit être conçu comme un processus continu, sur le terrain, avec la participation de partenaires locaux, et entrepris sur une base régionale. Cet exercice de suivi comprend des éléments de prise de conscience, de recherche continue, de dialogue, de documentation, ainsi que la définition d'orientations pour la conception de projets (pour les étapes de pré-investissement et d'investissement). L'exercice offre également la possibilité de former le personnel technique et administratif local et national, ainsi que les associations locales. Le suivi permettra également de faire un lien plus étroit entre la conservation du site et les centres existants chargés de la conservation dans les Etats parties concernés de la région, et contribuera au renforcement des institutions, au développement des ressources humaines, en utilisant l'expertise des étudiants ayant bénéficié d'une formation grâce au Fonds du patrimoine mondial, et à l'identification de futurs candidats.

53. En ce qui concerne le cadre institutionnel pour stocker l'information résultant de l'exercice de suivi, et l'utilisation de cette information pour des suivis futurs, le Bureau a recommandé que cette information ne soit pas uniquement stockée au Centre du patrimoine mondial, à l'ICOMOS et à l'UICN, mais également dans les pays concernés. L'information de base pourra être disponible pour les agences de coopération et tous les partenaires intéressés, à savoir les sources bilatérales, le PNUD, la Banque mondiale, etc. Cette information devrait être mise à jour de façon continue pour des projets concrets et la recherche de financements pour la conservation.

54. Le Bureau a pris note avec satisfaction du fait que ces concepts étaient mis en application dans la proposition pour le suivi présentée par le Projet régional en Amérique latine. En ce qui concerne la méthodologie, le Bureau a noté que chaque cycle de suivi comporterait neuf étapes : (1) définition de la méthodologie, (2) collecte de l'information, (3) visite du site,

(4) rapport, (5) consultations in situ, (6) évaluation du site, (7) formulation des besoins futurs, (8) assistance internationale nécessaire et (9) analyse comparative comprenant un composant évaluation de la méthodologie afin d'améliorer le système dans le futur.

55. Le Bureau a recommandé que le plan de travail et les propositions pour le suivi de 39 sites en Amérique latine, dans les Caraïbes et au Mozambique en 1991-1995 (6 sites en 1991 - suivi déjà affectué - 6 sites en 1992, 10 sites en 1993, 9 sites en 1994, 8 sites en 1995) soient acceptés par le Comité et menés à bien. Les pays lusophone d'Afrique comme le Mozambique et le Cap-Vert feraient partie de l'exercice, compte-tenu du travail préparatoire déjà effectué au Mozambique en matière de recherche et de formation, grâce aux cours de Bahia, Brésil, financés par les autorités brésiliennes, le Fonds du patrimoine mondial, le PNUD et organisés en collaboration avec l'ICCROM.

56. Le Bureau a également recommandé qu'un rapport d'ensemble, sous la forme d'un bulletin, sur l'état de conservation des sites du patrimoine mondial en Amérique latine soit présenté au Comité à sa prochaine session, qui se tiendra en décembre 1992.

57. Il a été souligné qu'il serait nécessaire de mener à bien des exercices similaires dans d'autres régions du monde en mettant à contribution les structures régionales et interrégionales existantes. L'échange d'expériences et d'idées afin d'enrichir le concept de suivi devrait être encouragé. Un séminaire interrégional sur cette question pourrait être organisé en 1993-1994.

A N G K O R (CAMBODGE)

58. Le Bureau a pris note avec satisfaction des activités de sauvegarde du patrimoine cambodgien menées par l'UNESCO. L'Organisation avait commencé son intervention dans ce domaine même avant la signature du traité de paix. Depuis, le Cambodge a adhéré à la Convention, et le Bureau considère de son devoir de participer activement à l'assistance pour la restauration et la conservation d'Angkor.

Un membre du Bureau a souligné le fait que l'inscription de ce site sur la Liste du patrimoine mondial correspondait à une réelle urgence. En effet, suite à la guerre qui a ravagé ce pays, la protection du site n'est plus assurée. Un plan de gestion du site doit être élaboré, la législation reformulée et le personnel nécessaire à la protection et restauration du site doit être formé. L'UNESCO participe à l'élaboration du plan de gestion en collaboration avec le PNUD, la Suède et la France. En outre, un expert en législation est sur le point d'être envoyé par le Centre du patrimoine mondial pour conseiller les juristes cambodgiens. Enfin, des spécialistes dans le domaine de la restauration seront formés grâce à des fonds japonais.

Suite à la demande des autorités cambodgiennes et en vue de la préparation du dossier d'inscription du site d'Angkor sur la Liste du patrimoine mondial, un contrat sera établi avec l'Ecole française d'Extrême Orient, au titre de l'assistance préparatoire. Le Bureau demande à l'ICOMOS d'évaluer cette proposition d'inscription et recommande au Comité de considérer favorablement la possibilité d'entamer cette procédure d'inscription.

59. Le représentant de l'ICOMOS a fait rapport au Bureau des cas de biens culturels dont il a assuré le suivi. Pour tous les cas exposés un rapport plus détaillé et accompagné de projections de diapositives sera fait lors de la session de décembre 1992. Les sites en question sont : Kizhi Pogost (Fédération de Russie), le monastère de Rila (Bulgarie), Budapest (Hongrie) et Stonehenge (Royaume-Uni). En ce qui concerne le site de Stonehenge, le représentant de l'ICOMOS a mentionné les problèmes de pression touristique et de déplacement de l'autoroute A-344. Un rapport plus détaillé sera soumis à la prochaine session du Comité à Santa Fé.

Arrondissement historique de Québec (Canada)

60. Le Bureau a été informé des propositions de constructions dans la zone-tampon, le long du fleuve Saint-Laurent et l'impact de ces projets sur les vues depuis et sur le fleuve. L'ICOMOS a critiqué le processus de consultation, le design et spécialement le manque de concertation entre les différents niveaux de gouvernement impliqués. Le Bureau avait en sa possession quatre lettres de citoyens éminents de Québec exprimant les mêmes préoccupations en des termes plus énergiques. Le Bureau a exprimé ses préoccupations quant à la compatibilité de telles activités avec les aspirations de la ville vis-à-vis du Secrétariat des Villes du patrimoine mondial. La création d'un Comité interministériel pour coordonner les positions fédérales est perçue comme un pas dans la bonne direction. Le Président a reçu le mandat d'écrire aux trois niveaux de gouvernement concernés au Canada (municipal, provincial et fédéral). Le Bureau a demandé un rapport complet pour la réunion du Comité en décembre.

61. Le Bureau s'est félicité d'apprendre les efforts d'innovation manifestés par les autorités américaines compétentes pour apporter des soins durables à la conservation du Chaco Canyon.

62. En conclusion du débat sur le suivi de l'état de conservation des biens culturels, le Bureau a estimé qu'il s'agissait d'une activité de première importance pour le futur de la Convention, qui devrait être menée selon les principes évoqués plus haut lors de l'examen du suivi des sites en Amérique latine. Ces principes seront élaborés dans la stratégie pour la mise en oeuvre de la Convention qui sera soumise au Comité du patrimoine mondial à sa prochaine session, à Santa Fé. Le Bureau a également souhaité que la présentation des activités de suivi soit rationalisée à l'avenir.

VII. ETUDE GLOBALE

63. Le Bureau a pris note du point de vue de l'ICOMOS sur la poursuite de l'étude globale. Il apparaît que le cadre général devrait être révisé et qu'une véritable philosophie de travail devrait être définie. Le représentant de l'ICOMOS a proposé un projet de cadre général. Le Bureau considère que ce document peut être une bonne base de discussion et demande au Centre du patrimoine mondial de présenter au Comité, à sa prochaine session, un dossier comprenant un document préparé par l'ICOMOS, un autre préparé conjointement par le Président et le Professeur Léon Pressouyre, ainsi que toute autre contribution soumise en temps utile par les Etats parties, en particulier la contribution présentée par l'observateur de la Grèce lors de la session du Bureau.

VIII. DEMANDES D'ASSISTANCE INTERNATIONALE

64. Le Bureau a examiné le document CLT-92/CONF.003/4 et pris les décisions suivantes sur les demandes d'assistance internationale émanant des Etats parties :

Hypogée de Hal Saflieni (Malte)

65. Le Bureau a demandé à l'ICOMOS d'examiner les justifications fournies par les autorités maltaises concernant leur demande d'installation d'un système d'air conditionné sur ce site du patrimoine mondial et d'évaluer les avantages respectifs des différentes options pour résoudre les problèmes causés par l'humidité interne. Le Bureau a recommandé que le Comité prenne une décision à sa prochaine session sur cette demande au vu de l'information fournie par l'Etat partie et du rapport de l'ICOMOS.

Ville de Potosi (Bolivie)

66. Le Bureau a demandé au Centre du patrimoine mondial de prendre contact avec les autorités de Bolivie pour avoir des précisions sur les liens entre le site du patrimoine mondial de Potosi et le projet de réhabilitation des lagunes. Le Bureau a recommandé qu'à sa prochaine session, le Comité évalue, sur la base des informations demandées, l'importance des travaux de réhabilitation des lagunes pour la conservation de la ville du patrimoine mondial et décide si ce projet relève ou non de l'assistance au titre du Fonds du patrimoine mondial.

Parc national des Lacs de Plitvice (République de Croatie)

67. Le Bureau a décidé de réserver une somme de 30.000 dollars des Etats-Unis sur l'assistance d'urgence pour organiser une mission d'experts sur le site afin d'évaluer les dommages causés

par le conflit armé en Croatie et de mettre en place un projet d'assistance internationale pour la réhabilitation de ce site.

Zones historiques d'Istanbul (Turquie)

68. Le Bureau, tout en donnant un accord de principe à l'accord d'un appui pour la continuation de la restauration des mosaïques de Sainte-Sophie à Istanbul, a noté que le projet approuvé en 1991 au titre du Fonds du patrimoine mondial devait être achevé à la fin de 1992. Le Bureau a demandé au Comité, à sa prochaine session, d'examiner le rapport d'avancement du projet actuellement en cours et toute autre information provenant des études entreprises par les autorités turques et de décider quel montant serait approprié pour appuyer la poursuite des travaux de restauration des mosaïques de Sainte-Sophie.

IX. REVISION DES ORIENTATIONS

69. Le Bureau a pris note du document CLT-92/CONF.003/7 et s'est déclaré satisfait des propositions de révision des critères du patrimoine naturel et des conditions d'intégrité relatives à ce patrimoine. Le Bureau a demandé au Centre du patrimoine mondial de préciser ces propositions à la lumière des améliorations suggérées par les Membres du Bureau et par le Directeur de la Division des Sciences géologiques de l'UNESCO, de travailler avec l'UICN et de soumettre au Comité, à sa prochaine session, une version finale pour examen et adoption.

70. Le Bureau a examiné les révisions des Orientations concernant la procédure d'inclusion des biens sur la Liste du patrimoine mondial en péril. Le Bureau a recommandé qu'un Groupe ad hoc soit établi afin d'étudier toutes les révisions des Orientations et faire des propositions pour adoption par le Comité du patrimoine mondial, en décembre 1992.

X. PROPOSITIONS D'INSCRIPTION DE BIENS NATURELS SUR LA LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL ET SUR LA LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL EN PERIL

71. A. Biens que le Bureau a recommandé pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial

Le Bureau a examiné les propositions d'inscription de 11 biens naturels et a recommandé que cinq d'entre eux soient inscrits sur la Liste du patrimoine mondial. Le Bureau n'a pas recommandé l'inscription de six autres sites naturels sur la Liste du patrimoine mondial. Le Bureau a également examiné les propositions d'extension de deux sites du patrimoine mondial et a recommandé qu'ils soient tous deux étendus conformément à la demande des Etats parties.

Nom du bien	Numéro d'ordre	Etat partie ayant présenté la proposition d'inscription conformément à la Convention	Critère
Parc national de Kakadu	631	Australie	N(ii) (iii) (iv) C(i) (iii) (iv)
Ile Fraser et Grande Région de Sable	630	Australie	N(ii) (iii)

Le Bureau a recommandé que le Comité inscrive l'ensemble de l'Ile Fraser et de la Grande Région de Sable (à l'exception du Parc national de Cooloola), qui comprend la majorité des valeurs du patrimoine mondial de ce site, sur la Liste du patrimoine mondial. Le Bureau a également recommandé que le Comité encourage les autorités australiennes et celles du Queensland dans leurs efforts d'inclure l'Ile Fraser et la Grande Région de Sable dans leurs plans pour un "Parc régional" et d'étendre le statut de protection à tout l'ensemble de l'Ile Fraser.

Parc national d'Etat de Belovezhskaya Pushcha	627	Bélarus	N(iii)
---	-----	---------	--------

Le Bureau a noté que ce site est une extension du Parc national de Bialowieza situé en Pologne et a demandé aux autorités de Bélarus de : (a) confirmer leur définition des frontières du site pour n'inclure que la zone centrale ; (b) préparer un plan de gestion qui serait coordonné avec le plan de gestion du site du patrimoine mondial polonais adjacent ; (c) coordonner et partager l'expérience de gestion avec leurs collègues polonais et (d) abattre la clôture entre ce site et le site polonais si le plan de gestion conclut que cela améliorerait la viabilité de ce site.

Le Bureau a recommandé que le Comité demande aux autorités de Bélarus et de Pologne de reconnaître l'unité écologique des deux sites et a été d'accord pour inscrire sur la Liste du patrimoine mondial toute la zone comme site unique transfrontalier.

Région d'intérêt panoramique et historique de Wulingyuan	640	Chine (Rép. pop. de)	N(iii)
--	-----	-------------------------	--------

Le Bureau a recommandé que le Comité inscrive la zone centrale de ce site sur la Liste du patrimoine mondial et a encouragé les autorités chinoises à assurer une gestion orientée vers la conservation de la zone-tampon et la protection des caractéristiques naturelles du site. Le Bureau a noté que la pression due au tourisme risquait de s'accroître et a recommandé instamment une gestion vigilante et une protection de l'intégrité du site. Le Bureau a suggéré au Comité de recommander aux

autorités chinoises d'entreprendre un inventaire de la faune dans la zone et de préparer un rapport sur l'état de conservation des espèces, de façon à permettre d'étudier la possibilité d'inscrire ce site aussi sous le critère naturel (iv).

Aire d'intérêt panoramique et historique de la vallée de Jiuzhaigou	637	Chine (Rép. pop. de)	N(iii)
---	-----	-------------------------	--------

Le Bureau a recommandé que le Comité inscrive ce site sur la Liste du patrimoine mondial et s'est déclaré préoccupé de l'augmentation de la pression humaine sur la réserve. Le Bureau a encouragé les autorités chinoises à prendre les mesures appropriées pour sauvegarder ce site. Le Bureau a suggéré que le Comité recommande également à l'Etat partie d'entreprendre un inventaire de la faune sauvage dans cette zone et de préparer un rapport sur l'état de conservation des espèces afin de permettre d'étudier la possibilité d'inscrire ce site aussi sous le critère naturel (iv).

Région d'intérêt panoramique et historique de Huanglong	638	Chine (Rép. pop. de)	N(iii)
---	-----	-------------------------	--------

Le Bureau a recommandé au Comité d'inscrire les zones centrale et classées de conservation de seconde catégorie de Huanglong sur la Liste du patrimoine mondial en excluant la subdivision de Mouni Gully à l'Ouest, dans la mesure où les conditions de conservation et les valeurs naturelles ne sont pas bien connues. Le Bureau a aussi suggéré que les autorités entreprennent un inventaire de la faune sauvage dans la zone et préparent un rapport sur l'état de conservation des espèces afin de permettre d'étudier la possibilité d'inscrire ce site aussi sous le critère naturel (iv).

Le Bureau a reconnu que l'Aire d'intérêt panoramique et historique de la vallée de Jiuzhaigou faisait partie de la même unité écologique, bien que dépendant d'une administration différente. Le Bureau a recommandé au Comité de demander aux autorités chinoises d'initier un processus en deux phases : (a) phase I, considérer la possibilité d'inscrire sur la Liste du patrimoine mondial les Régions de Jiuzhaigou et de Huanglong en tant que bien unique et (b) phase II, d'étudier la possibilité de proposer l'inscription d'une zone encore plus étendue, qui comprendrait non seulement la Vallée de Jiuzhaigou et les aires de Huanglong mais aussi la Réserve de Wanglang en tant que site unique représentant la chaîne des montagnes de Minshan. Le Bureau a noté que la réserve de Wanglang faisait partie de la proposition d'inscription des Réserves de Panda, qui avait été différée par le Comité en 1987 et 1990.

Le Bureau a aussi suggéré que le Comité recommande aux autorités chinoises de considérer de proposer une nouvelle dénomination pour l'ensemble des Régions de Jiuzhaigou, Huanglong et Wanglang

lorsqu'elles mettront en oeuvre le processus en deux phases. Le Bureau a recommandé que le Comité encourage aussi les autorités chinoises et celles des Etats-Unis à accélérer un accord de jumelage entre les Aires de Jiuzhaigou et Huanglong et le Parc national de Yosemite, et à coopérer dans le renforcement de la gestion et dans la formation du personnel.

72. B. Biens que le Bureau n'a pas recommandés pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial

Nom du bien	Numéro d'ordre	Etat partie ayant présenté la proposition d'inscription conformément à la Convention
-------------	----------------	--

Réserve de la Biosphère de Berezinsky	628	Bélarus
---------------------------------------	-----	---------

Le Bureau a noté que ce site était reconnu comme l'une des Réserves de la biosphère de l'UNESCO mais qu'il ne répondait pas aux critères d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial.

Parc national Tatra	656	République fédérale tchèque et slovaque
---------------------	-----	---

Le Bureau a reconnu la grande valeur nationale de ce site, mais a considéré qu'il ne répondait pas aux critères naturels pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial. Cependant, le Bureau a encouragé la désignation de ce site dans le cadre du Réseau international des Réserves de la biosphère de l'UNESCO.

Parc national et Sanctuaire de faune de Gir	615	Inde
---	-----	------

Le Bureau a noté que la conservation de ce site serait fortement améliorée s'il était intégré au Réseau international des Réserves de la biosphère de l'UNESCO. Le Bureau a considéré que, malgré sa grande valeur nationale, ce site ne répondait pas aux critères du patrimoine mondial.

Forêt de pierre de Lunan	639	Chine (Rép. pop. de)
--------------------------	-----	----------------------

Le Bureau a considéré que ce site ne répondait pas aux critères du patrimoine mondial.

Région d'intérêt panoramique et historique des cascades de Huangguoshu	641	Chine (Rép. pop. de)
--	-----	-------------------------

Le Bureau a considéré que ce site ne répondait pas aux critères du patrimoine mondial.

Réserve naturelle de l'île Macquarie	629	Australie
---	-----	-----------

Le Bureau a pris note de la valeur géologique de ce site mais a été d'avis que ses caractéristiques n'étaient pas de caractère universel. Cependant, à la lumière des résultats du groupe de travail UICN/SCAR sur les Iles de l'Océan subantarctique, le Bureau a noté que ce site pourrait être considéré ultérieurement comme faisant partie d'un site insulaire de l'Océan subantarctique d'Australie et de Nouvelle-Zélande (revoir traduction).

73. C. Extension de sites du patrimoine mondial

Nom du bien	Numéro d'ordre	Etat partie ayant présenté la proposi- tion d'inscription conformément à la Convention	Critère
Parc national de Kakadu	631	Australie	N(ii)(iii)(iv) C(i)(iii)(iv)

Le Bureau a recommandé que le Comité félicite les autorités australiennes d'avoir terminé un programme de 10 ans afin d'agrandir ce parc, d'avoir mis en place un régime de gestion exemplaire et d'avoir proposé pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial l'étendue complète de ce parc. Le Bureau a suggéré que le Comité demande également aux autorités australiennes de mettre en oeuvre les recommandations concernant la gestion, faites par l'UICN dans son rapport d'évaluation, et de proposer une nouvelle dénomination du site en prenant en compte l'écosystème plus que les caractéristiques administratives. Le Bureau a aussi suggéré que le Comité recommande à l'UICN de préparer une mission de suivi du site dans les cinq années à venir.

Parc national et Réserve de la Baie des Glaciers (Extension de Wrangell- St. Elias/Kluane situé aux Etats-Unis et au Canada)	72bis Rev	Etats-Unis d'Amérique	N(ii)
---	------------------	----------------------------------	--------------

Le Bureau a noté que l'extension de la partie américaine de ce bien transfrontalier du patrimoine mondial en augmentait l'étendue de 25%. Le Bureau a aussi noté le commentaire de l'observateur du Canada indiquant que son pays soutenait la proposition d'extension faites par les autorités américaines. Le Bureau a recommandé que le Comité considère cette extension comme une partie du site du patrimoine mondial de Wrangell-St. Elias/Kluane et a demandé aux autorités américaines (a) d'intégrer éventuellement la petite zone - qui n'a pas été incluse dans la proposition d'extension - qui se trouve entre la Baie des Glaciers et le site du patrimoine mondial, et (b) d'envisager une extension élargie de ce bien du patrimoine mondial, qui comprendrait Yakutat, le Cap Suckling et les Iles de l'Amirauté.

Le Bureau a demandé au Centre du patrimoine mondial de prendre contact avec les autorités canadiennes pour leur demander de confirmer par écrit leur accord sur l'extension proposée par les autorités américaines de ce site transfrontalier. Le Bureau a suggéré que le Comité demande aux deux Etats parties concernés de proposer un nouveau nom pour ce site, reflétant son caractère international et sa valeur universelle. Le Bureau a été informé de la mise en place par l'UICN d'une autre mission pour évaluer les menaces potentielles qui pèsent sur l'intégrité du site à cause d'un projet d'exploitation de la mine de Caraggy au Canada. Le Bureau a pris note que l'UICN incluerait les conclusions de cette mission dans son rapport d'évaluation au Comité, en décembre 1992.

**74. D. Bien recommandé pour inscription sur la Liste
du patrimoine mondial en péril**

Parc national des Lacs de Plitvice	République de Croatie
---	------------------------------

Le Bureau a rappelé que le Comité, à sa dernière session, avait exprimé son inquiétude à l'égard de ce bien, inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1979 à la demande du gouvernement de la Yougoslavie, bien qui avait été abandonné à cause du conflit armé qui sévit dans cette région, le contraignant à devoir faire face à différentes menaces dues à l'absence de supervision. Le Bureau a noté que, depuis la dernière session du Comité, le gouvernement de la Croatie avait informé le Directeur général de l'UNESCO qu'il entendait se conformer aux obligations de tous les accords internationaux, y compris la Convention du patrimoine mondial, signés et ratifiés sous les auspices de l'UNESCO, par le précédent gouvernement de la Yougoslavie. En conséquence, conformément à la demande du Ministère de l'Education, de la Culture et des Sports de la République de Croatie, par lettre du

24 avril 1992 adressée au Secrétariat, le Bureau a recommandé que le Comité inscrive ce bien sur la Liste du patrimoine mondial en péril.

XI. PROPOSITIONS D'INSCRIPTION DE BIENS CULTURELS SUR LA LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL

75. Le Bureau a examiné 25 propositions d'inscription ou d'extension de biens culturels. Le Bureau a recommandé l'inscription de 11 biens sur la Liste du patrimoine mondial (section A), a recommandé de ne pas inscrire 3 biens sur la Liste (section B), a renvoyé aux Etats parties 5 dossiers pour des compléments d'information (section C), a différé l'inscription de 4 biens (section D). En ce qui concerne les propositions d'extension de sites, le Bureau a recommandé l'inscription d'un site (section E, partie I) et a renvoyé le dossier pour complément d'information aux autorités compétentes pour l'autre site (section E, partie II).

76. Le Bureau recommande aussi d'entamer la procédure d'inscription des monuments d'Angkor (Cambodge). Lors de sa prochaine session il examinera aussi les informations complémentaires concernant la Casbah d'Alger (Algérie), bien dont la procédure d'inscription a été entamée.

77. A . Biens dont l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial a été recommandée

Nom du bien	N° d'ordre	Etat partie ayant présenté la proposition d'inscription conformément à la Convention	Critères
Butrinti	570 Rev	Albanie	C (iii)
Mines de Rammelsberg et la ville historique de Goslar	623	Allemagne	C (iv)

Le Bureau recommande l'inscription de ce bien et demande à l'ICOMOS de reconsidérer les critères d'inscription. Le Bureau se demande si dans ce cas précis le critère (i) était applicable, ou il fallait appliquer les critères (ii) ou (iii). L'ICOMOS en fera rapport au Bureau à sa session de décembre 1992.

Pueblo de Taos	492 Rev	Etats-Unis d'Amérique	C (iv)
----------------	---------	-----------------------	--------

Monuments historiques de Novgorod et de ses environs	604	Fédération de Russie	C (ii)(iv)(vi)
--	-----	-------------------------	----------------

Cathédrale de Bourges	635	France	C (i)
-----------------------	-----	--------	-------

Le Bureau recommande l'inscription de ce bien, mais demande à l'ICOMOS de compléter son évaluation par une justification plus détaillée de la place exceptionnelle que ce monument occupe dans la série des cathédrales gothiques françaises et européennes, en général.

Pythagoreion et Heraion de Samos	595	Grèce	C (ii)(iii)
-------------------------------------	-----	-------	-------------

Tout en recommandant l'inscription de ce bien, le Bureau demande aux autorités compétentes grecques des assurances sur la protection de l'environnement naturel du site.

El Tajin, cité pré-hispanique	631	Mexique	C (iii)(iv)
----------------------------------	-----	---------	-------------

Vieille ville de Zamosc	564	Pologne	C (iv)
-------------------------	-----	---------	--------

Centre historique de Prague	616	Rép. féd. tchèque et slovaque	C (ii)(iv)
--------------------------------	-----	----------------------------------	------------

Le Bureau recommande l'inscription de ce bien et prend note de la nouvelle proposition de délimitation de la zone-tampon, mais demande à l'ICOMOS de considérer la possibilité d'appliquer aussi le critère d'inscription (vi).

Centre historique de Cesky Krumlov	617	Rép. féd. tchèque et slovaque	C (iv)
---------------------------------------	-----	----------------------------------	--------

Tout en recommandant l'inscription de ce bien, le Bureau demande aux autorités compétentes tchécoslovaques de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire face à l'importante pression touristique qui menace ce site.

Centre historique de Telc	621	Rép. féd. tchèque et slovaque	C (i)(iv)
------------------------------	-----	----------------------------------	-----------

78. B. Biens dont le Bureau n'a pas recommandé l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial

Nom du bien	N° d'ordre	Etat partie
-------------	------------	-------------

Château de Mir	625	Bélarus
----------------	-----	---------

Tout en reconnaissant la valeur architecturale de ce bien, le Bureau considère qu'il ne correspond pas aux critères d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial, tout particulièrement à celui d'authenticité.

Cidade Velha	607	Cap Vert
--------------	-----	----------

Le Bureau considère que, malgré une incontestable valeur historique, ce site ne répond pas aux critères d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial.

Château de Karlstejn	619	Rép. féd. tchèque et slovaque
----------------------	-----	-------------------------------

Le Bureau reconnaît la grande valeur nationale de ce bien, mais considère qu'il ne répond pas aux critères d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial.

79. C. Biens dont les dossiers ont été renvoyés aux Etats parties concernés, dans l'attente d'un complément d'information

Nom du bien	N° d'ordre	Etat partie	Critères
-------------	------------	-------------	----------

Ensemble historique, culturel et naturel des Iles Solovetsky	632	Fédération de Russie	C (iv)
--	-----	----------------------	--------

Le Bureau recommande l'inscription de ce bien mais demande aux autorités compétentes russes de reconsidérer l'intitulé de ce bien qui pourrait être modifié comme suit "Ensemble historique et culturel de Solovetsky".

Monuments de Vladimir et Monuments de Suzdal	644 633	Fédération de Russie	à définir par l'ICOMOS
--	------------	----------------------	------------------------

Le Bureau recommande l'inscription de ces biens à condition qu'une nouvelle proposition lui soit soumise, réunissant l'ensemble des monuments architecturaux de valeur universelle de Vladimir et de Suzdal.

Réserve d'architecture populaire de Vlkolinec 622 Rép. féd. tchèque et slovaque C (v)

Le Bureau a décidé de renvoyer ce dossier aux autorités compétentes tchécoslovaques pour leur permettre de compléter la documentation avec des informations concernant l'environnement naturel du village (son terroir) et de fournir des détails sur le plan de gestion de l'ensemble. En outre, le Bureau demande à l'ICOMOS une étude comparative des biens similaires en Europe Centrale.

Village de Safranbolu 614 Turquie C (ii)(v)

Le Bureau recommande l'inscription de ce bien, mais demande aux autorités compétentes turques de transmettre à l'ICOMOS un plan montrant clairement le périmètre proposé pour inscription, ainsi que des informations complémentaires sur les mosquées du village. En outre, le Bureau demande à l'ICOMOS de prendre aussi en considération la possibilité d'appliquer à ce site le critère d'inscription (iv).

80. D. Biens dont l'inscription a été différée

Nom du bien	N° d'ordre	Etat partie
-------------	------------	-------------

Ville de Bamberg	624	Allemagne
------------------	-----	-----------

Le Bureau a décidé de différer l'inscription de ce bien pour permettre aux autorités compétentes allemandes de reconsidérer le périmètre proposé, ainsi que la zone-tampon. Le nouveau périmètre ne devrait plus comprendre des bâtiments récents.

Ensemble architectural, archéologique et naturel de Kolomenskoye	634	Fédération de Russie
--	-----	----------------------

Le Bureau a décidé de différer l'inscription de ce bien pour permettre aux autorités compétentes russes de reformuler la proposition en se limitant à l'église de l'Ascension. En outre, le Bureau demande que le nouveau dossier comprenne une documentation complète concernant l'authenticité du bien.

Ville historique de Banska Stiavnica et installations techniques des environs	618	Rép. féd. tchèque et slovaque
---	-----	-------------------------------

Le Bureau a décidé de différer l'inscription de ce bien pour permettre aux autorités compétentes tchécoslovaques d'étayer la documentation concernant l'existence réelle d'un patrimoine témoignant de l'activité minière.

Spissky Hrad et
ensemble de monuments
environnants

620

Rép. féd. tchèque et slovaque

Le Bureau a décidé de différer l'inscription de ce bien pour permettre aux autorités compétentes tchécoslovaques d'établir un plan de gestion régissant cet ensemble.

81. E. Extension de biens sur la Liste du patrimoine mondial

Nom du bien	N° d'ordre	Etat partie ayant présenté la proposition d'inscription conformément à la Convention	Critères
-------------	------------	---	----------

I. Bien recommandé pour inscription

Parc national de Kakadu	631	Australie	C(i) (iii) (iv) N(ii) (iii) (iv)
----------------------------	-----	-----------	-------------------------------------

La proposition d'extension de ce bien a également été recommandée pour ses valeurs naturelles (voir paragraphe 73).

Potsdam, le parc avec le château de Sacrow et l'église du Sauveur	532 bis	Allemagne	C(i) (ii) (iv)
---	---------	-----------	----------------

Le Bureau a recommandé que le site des Châteaux et parcs de Potsdam et de Berlin soit étendu au site de Potsdam, le parc avec le château de Sacrow et l'église du Sauveur.

II. Bien renvoyé aux autorités nationales pour complément d'information

Temples mégalithiques	132 bis	Malte
-----------------------	---------	-------

Le Bureau, reconnaissant la valeur universelle exceptionnelle de ces monuments, recommande qu'ils soient inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, mais renvoie le dossier aux autorités compétentes maltaises pour leur permettre, en consultation avec l'ICOMOS, de reformuler la proposition, de sorte que tous les monuments mégalithiques de l'archipel maltais soient réunis sous un même nom. En outre, le Bureau attire l'attention des autorités maltaises sur les problèmes de gestion de ces sites, soumis notamment à une forte pression touristique.

XII. ACTIVITES PROMOTIONNELLES DESTINEES A COMMEMORER LE VINGTIEME ANNIVERSAIRE DE LA CONVENTION DU PATRIMOINE MONDIAL

82. Le Bureau a pris note avec satisfaction des activités promotionnelles destinées à célébrer le vingtième anniversaire de la Convention du patrimoine mondial, présentées dans le document CLT-92/CONF.003/8.

83. En ce qui concerne les activités au Siège, les membres du Bureau ont pu assister à l'inauguration des trois mois d'expositions, de conférences, de projections de films et de soirées artistiques organisées avec le concours des Etats parties à la Convention. Le lancement de ces manifestations a eu lieu le 8 juillet par une Conférence de presse, l'inauguration de l'exposition sur le patrimoine mondial par le Directeur général de l'UNESCO et une soirée de gala organisée avec le généreux concours d'artistes de renom.

84. Les manifestations destinées à célébrer le vingtième anniversaire de la Convention comportent également des séminaires organisés dans chaque grande région du monde : le premier de ces séminaires régionaux s'est tenu à Jakarta; chaque Etat partie à la Convention y a présenté un rapport sur la mise en oeuvre de la Convention dans son pays et les participants ont souligné que la priorité devait être donnée à la gestion des sites, face à des problèmes comme celui du tourisme.

85. Le Bureau a noté que les autres séminaires s'échelonnaient tout au long de l'année 92 et sur une partie de l'année 93, afin de permettre la participation du plus grand nombre de pays possible. De façon générale, le Bureau a estimé que ces activités devraient être considérées comme faisant partie d'une stratégie de promotion à plus long terme.

86. Le Bureau a également noté que d'autres activités de promotion avaient été menées à bien au cours des six premiers mois de l'année. Parmi celles-ci, un prototype de vidéo-disque (sur support CD-ROM) avait été réalisé ; le Bureau a examiné le fonctionnement de ce prototype et estimé que ce projet de vidéo-disque devait être poursuivi et, une fois réalisé, diffusé largement.

87. L'autre projet qui a été présenté au Bureau est celui de Patrimoine 2001, réalisé en coopération avec l'UNESCO par l'Agence Gamma, la Fondation Caixa de Barcelone, Kodak et France Télécom. Ce projet de banque de données photographiques sur le patrimoine permettra à la fois de disposer d'une documentation photographique scientifique sur les sites et de rendre cette documentation immédiatement accessible, sous une forme numérisée, à différents publics, y compris aux institutions d'enseignement et de recherche.

88. Le Bureau s'est félicité de cette initiative ambitieuse. Le Bureau a recommandé qu'une présentation soit faite à l'occasion de la réunion du Comité à Santa Fé, sur la base de l'ensemble des reportages qui auront été réalisés. Cette présentation des photographies et des possibilités offertes par la numérisation des images permettra de réunir à Santa Fé de grands photographes associés au projet et des représentants des médias.

XIII. PROJET DE RAPPORT D'EVALUATION DE LA MISE EN OEUVRE DE LA CONVENTION

89. Le Bureau a pris note du projet de rapport d'évaluation préparé en 1991 par M. Beschaouch. Le Bureau n'a pas procédé à l'examen de ce document en soi, mais a évoqué ses principales conclusions lors de ses discussions sous le point 13 de l'ordre du jour concernant l'examen des éléments d'une stratégie pour l'avenir (voir ci-dessous).

90. Par ailleurs, le Bureau a regretté que les Etats parties n'aient à ce jour répondu qu'en très petit nombre à la demande du Comité de fournir des rapports d'évaluation de la mise en oeuvre de la Convention au niveau national, malgré plusieurs rappels du Secrétariat.

XIV. EXAMEN DES ELEMENTS D'UNE STRATEGIE POUR L'AVENIR

91. Le Bureau a examiné le document CLT-92/CONF.003/10 qui présentait les principales conclusions et recommandations d'une réunion organisée par le Centre du Patrimoine mondial qui s'est tenue à Washington, D.C., du 22 au 24 juin, grâce à la généreuse invitation des Etats-Unis. Des experts des Etats parties, de l'ICOMOS, de l'ICCROM, de l'IUCN et de l'UNESCO ont participé à cette réunion. La préparation des éléments d'une stratégie pour la mise en oeuvre de la Convention dans l'avenir a été facilitée par l'examen approfondi du document d'évaluation préparé en 1991 par M. Beschaouch.

92. Les discussions du Bureau ont porté sur les recommandations de la réunion de Washington concernant les points suivants :

- les liens de la Convention du patrimoine mondial avec les autres Conventions et recommandations, notamment la Convention de La Haye ;
- le renforcement de l'expertise du Comité, par le financement de voyage d'experts des pays en développement membres du Comité et l'appel à des expertises extérieures. Malgré l'usage établi depuis deux ans, un membre du Bureau a estimé que la Convention ne permettait pas d'utiliser le Fonds du patrimoine mondial pour financer les voyages des représentants des pays membres du Comité. Le Centre du patrimoine mondial demandera l'avis du service juridique de l'UNESCO sur cette question ;
- l'éventualité d'instituer un cycle biennal pour l'ordre du jour du Comité ;
- l'amélioration de l'information préalable des membres du Comité concernant les propositions d'inscription des biens sur la Liste du patrimoine mondial ;
- le renforcement du rôle des organes consultatifs ;

- le suivi de l'état de conservation des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial.

93. Le Bureau demande au Centre du Patrimoine mondial de convoquer une deuxième réunion d'experts fin octobre cette année pour finaliser la stratégie en vue d'une adoption par le Comité à sa seizième session à Santa Fé. A cette deuxième réunion les membres du Bureau vont également participer en qualité d'experts. Le document provisoire portant sur les éléments d'une stratégie pour l'avenir, tels qu'ils ont été élaborés à la première réunion d'experts à Washington, devrait être envoyé à tous les Etats Parties pour qu'ils soumettent leurs contributions. Le Bureau a également décidé que chacun de ses membres enverrait des commentaires par écrit sur le document au Centre du Patrimoine mondial avant la fin septembre pour permettre une bonne préparation de la deuxième réunion.

XV. ORDRE DU JOUR PROVISOIRE POUR LA SEIZIEME SESSION DU COMITE DU PATRIMOINE MONDIAL

94. Le Bureau a examiné l'ordre du jour provisoire du Comité (document CLT-92/CONF.003/11) et pris note qu'il serait précisé avant la réunion de Santa Fé, selon qu'il serait ou non nécessaire de prévoir une réunion de deux jours pour finaliser le document stratégique. Une note d'information sur la réunion et les événements prévus à cette occasion sera préparée par le Centre du patrimoine mondial dans les meilleurs délais.

XVI. QUESTIONS DIVERSES

95. Le représentant du Sénégal a évoqué les problèmes rencontrés pour la conservation du Parc national des oiseaux du Djoudj qui devrait faire l'objet d'un rapport de suivi en liaison avec l'UICN. Un dossier sur cette question sera adressé par les autorités du Sénégal au Centre du patrimoine mondial.

96. Le Président a rendu compte au Bureau des progrès accomplis dans la mise en place du réseau des villes du patrimoine mondial : une réunion du Comité directeur venait de se tenir à Tunis et la prochaine devait avoir lieu à Paris, au Siège de l'UNESCO. Les statuts du réseau étaient sur le point d'être finalisés et le Bureau s'est félicité d'apprendre que le réseau devenait peu à peu opérationnel.

97. L'observateur de la Colombie a informé le Bureau du souhait de son pays d'accueillir la dix-septième session du Comité du patrimoine mondial à Carthagène, en 1993. La Colombie confirmera cette invitation qui sera soumise pour décision au Comité à sa prochaine session, à Santa Fé, Etats-Unis.

XVII. CLOTURE DE LA SESSION

98. Après avoir remercié les membres du Bureau et tous les participants pour leur contribution à une session particulièrement fructueuse, dans le contexte du lancement des manifestations de célébration du vingtième anniversaire de la Convention et de la création du Centre du patrimoine mondial, le Président a annoncé la clôture de la session.

ANNEX I/ANNEXE I

UNITED NATIONS EDUCATIONAL, SCIENTIFIC AND
CULTURAL ORGANIZATION/ORGANISATION DES
NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

CONVENTION CONCERNING THE PROTECTION OF THE WORLD
CULTURAL AND NATURAL HERITAGE/CONVENTION CONCERNANT
LA PROTECTION DU PATRIMOINE MONDIAL CULTUREL ET NATUREL

Bureau of the World Heritage Committee/
Bureau du Comité du patrimoine mondial

Sixteenth session/Seizième session
Paris, UNESCO Headquarters, 6-10 July 1992
Paris, Siège de l'UNESCO, 6-10 juillet 1992

LIST OF PARTICIPANTS/LISTE DES PARTICIPANTS

I. STATES MEMBERS OF THE BUREAU/ETATS MEMBRES DU BUREAU

BRAZIL/BRESIL

Mrs. Vera PEDROSA
Ministre-conseiller
Deputy Permanent Delegate
Permanent Delegation of Brazil

Mr. Claudio LINS
Deuxième Secrétaire
Permanent Delegation of Brazil

FRANCE

M. Léon PRESSOUYRE
Vice-Président de l'Université Paris I

M. Jean-Louis PONS
Ministère de l'Environnement
DNR - 14, boulevard du Général Leclerc
92524 Neuilly sur Seine - Cedex

Mme Françoise BERCE
Conservateur général du patrimoine
12, rue du Parc Royal
75003 PARIS

Mme Stéphanie MORY
Deuxième Secrétaire
Délégation permanente auprès de l'UNESCO

MEXICO/MEXIQUE

Dr. Salvador DIAZ-BERRIO
Deputy Director for Technical Assistance
National Institute for Anthropology & History
CORDOBA 45
Mexico 06700 D.F.

SENEGAL

Mr. Seydina Issa SYLLA
Directeur des Parcs Nationaux
BP 5135 DAKAR-FANN
Sénégal

Mr. El Hadj M'Baye Bassine DIENG
Directeur du Patrimoine Historique et
Ethnographique
BP 4001 DAKAR
Sénégal

Mr. Amadou DEME
Conseiller
Délégation permanente auprès de l'UNESCO

THAILAND/THAÏLANDE

Professor Dr. Adul WICHIENTHAROEN
Chairman
National Committee of World Heritage
1056/3 Nakornchaisri Rd.
BANGKOK 10300
Thailand

Mr. Bunnalert RUSHATKUL
Deputy Director General
Royal Forest Department, Phahon Yothin Rd.
BANGKOK 10900
Thailand

Mr. Payung NOPSUWAN
Director
National Park Division
Royal Forest Department, Phahon Yothin Rd.
BANGKOK
Thailand

Mr. Watana KAEOKAMNERD
Director
Wildlife Conservation Division
Royal Forest Department
Chatujak
BANGKOK 10900
Thailand

Mr. Prachote SANGKHANUKIT
Director
Archaeology Division
Fine Arts Department
BANGKOK 10200
Thailand

Ms Pinida LEWCHALERMWONG
Budget Analyst - Bureau of the Budget
Aresampan - Rama 6
BANGKOK (Thailand)

Mrs. Srinoi POVATONG
Deputy Permanent Delegate
Permanent Delegation of Thailand to UNESCO

Mr. Manit SIRIWAN
Office of Environmental Policy and Planning
60/1 Soi Phibun Wattana 7
Rama VI Rd
BANGKOK 10400
Thailand

Mrs. Srianong KUNGKAYA
Secretariat Officer
Office of Environmental Policy and Planning
60/1 Soi Pibun Wattana 7
Rama VI Rd
BANGKOK 10400
Thailand

TUNISIA/TUNISIE

M. Azedine BESCHAOUCH
Directeur de Recherches
Institut National d'Archéologie et d'Art
4, place du Château
TUNIS
Tunisie

Mme Mounira BACCAR
Délégation permanente auprès l'UNESCO

UNITED STATES OF AMERICA/ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Mrs. Jennifer SALISBURY
Deputy Assistant Secretary
Parks Department of the Interior
1849 C 57 NW Room 3153
WASHINGTON DC 20240
USA

Mr. Blaine CLIVER
Chief
Preservation Assistance Division
P.O. Box 37127
WASHINGTON DC 20013-7127
USA

Mr. Richard COOK
Office of International Affairs
National Park Service
P.O. Box 37127
WASHINGTON DC 20013-7127
USA

Mr. William P. GREGG
Ecologist
National Park Service (490)
P.O. Box 37127
WASHINGTON DC 20013-7127
USA

**II. ORGANIZATIONS ATTENDING IN AN ADVISORY CAPACITY/
ORGANISATIONS PARTICIPANT A TITRE CONSULTATIF**

**INTERNATIONAL COUNCIL ON MONUMENTS AND SITES/CONSEIL
INTERNATIONAL DES MONUMENTS ET DES SITES (ICOMOS)**

Mr. Herb STOVEL
Secretary-General
75, rue du Temple
75003 PARIS

Mr. Henry CLEERE
World Heritage Co-ordinator
75, rue du Temple
75003 PARIS

M. Leo van Nispen
Directeur
Secrétariat international
75, rue du Temple
75003 PARIS

Ms. Regina DURIGHELLO
Assistant Co-ordinator for the Convention
75, rue du Temple
75003 PARIS

**THE WORLD CONSERVATION UNION (IUCN)/UNION MONDIALE POUR LA
NATURE (UICN)**

Mr. Genady GOLUBEV
Assistant Director General
Avenue du Mont Blanc
Gland CH-1196
Switzerland

Mr. James W. Thorsell
Senior Advisor - Natural Heritage
Avenue du Mont-Blanc
1196 GLAND
Switzerland

M. Gérard SOURNIA
Délégué aux Affaires francophones
4, rue de Bel Air
37400 AMBOISE
France

Mr. Jeremy HARRISON
World Conservation Monitoring Centre
219c Huntingdon Road
CAMBRIDGE
United Kingdom

**INTERNATIONAL CENTRE FOR THE STUDY OF THE PRESERVATION AND THE
RESTORATION OF CULTURAL PROPERTY/CENTRE INTERNATIONAL D'ETUDES
POUR LA CONSERVATION ET LA RESTAURATION DES BIENS CULTURELS
(ICCROM)**

M. Marc LAENEN
Director
via San Michele, 13
00153 ROME
Italy

Mr. Jukka JOKILEHTO
Chief
Architectural Conservation Programme
via San Michele, 13
00153 ROME
Italy

III. OBSERVERS/OBSERVATEURS

ALGERIA/ALGERIE

M. Mohamed BOUKLI-HACENE
Sous-Directeur des monuments et sites historiques,
des musées et des parcs nationaux
Ministère de la culture et de la communication
Palais de la Culture
Plateaux des Annassers
ALGER
Algérie

AUSTRALIA/AUSTRALIE

Mr. Andrew TURNER
Assistant Secretary
Nature Conservation Branch
Department of the Arts, Sport, the Environment
and Territories
G.P.O Box 787
CANBERRA A.C-T, 2601
Australia

BELARUS

M. Evgueni IOUCHKEVITCH
Délégué permanent adjoint
Délégation permanente auprès de l'UNESCO

CANADA

Mme Gisèle CANTIN
Chef Affaires Inter.
Service Canadien des Parcs
25, rue Eddy Hull (P. QUEBEC)
Canada KIA 0H3

CHINA/CHINE

Mr. Xunyan QIU
Directeur adjoint de la Division de
la Commission Nationale chinoise pour l'UNESCO
100816 PEKIN
China

COLOMBIA/COLOMBIE

Ms. Isabel VERNAZA
Permanent Delegation to UNESCO

COSTA RICA

Ms. Iris LEIVA-BILLAULT
Advisor
Permanent Delegation to UNESCO

CUBA

Ms. Marta ARJONA
Directeur du Patrimoine culturel
Ministère de la culture
CUBA

CYPRUS/CHYPRE

Mr. Christos CASSIMATIS
Deputy Permanent Delegate
Permanent Delegation to UNESCO

CZECHOSLOVAKIA/TCHÉCOSLOVAQUIE

Mr. Alés VOSAHLIK
Travailleur Scientifique
Institut d'Etat pour la protection des
Monuments Historiques
11000 PRAGUE 1
Revolucni 17
Tchécoslovaquie

Mr. Michel BENES
Vice Secrétaire général de la Commission Nationale
tchécoslovaque pour l'UNESCO
Hradcanske Nam 5
11000 PRAGUE 1
Tchécoslovaquie

EL SALVADOR

M. René HERRERA
Secrétaire du Délégué
Délégation permanente auprès de l'UNESCO

GREECE/GRECE

Dr. Marilena CASSIMATIS
Advisor for Cultural Affairs
Permanent Delegation to UNESCO

GUINEA/GUINEE

M. Fodé CISSE
Conseiller
Délégation permanente auprès de l'UNESCO

HUNGARY/HONGRIE

Mr. Béla KOVACSI
Ministère de l'Environnement et
de l'Aménagement Régional
Conseiller du Ministère
H-1394 BUDAPEST
P.O. 351
Hongrie

ITALY/ITALIE

Mr. Michelangelo JACOBUCCI
Permanent Delegate
Permanent Delegation to UNESCO

Mrs. Marina MISITANO
Permanent Delegation to UNESCO

JAPAN/JAPON

Ms Michiko KARA
Permanent Delegation to UNESCO

PHILIPPINES

Mrs. Deanna ONGPIN-RECTO
Attaché
Permanent Delegation to UNESCO

RUSSIA/RUSSIE

Mr. Igor DANILOV
Director, Cultural Department
UNESCO High Commission
Vozdzizenlia - MOSCOW
Russia

SYRIAN ARAB REPUBLIC/REPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

Mr. A. E. SAOUD
Permanent Delegate
Permanent Delegation to UNESCO

TURKEY/TURQUIE

Mr. Pulat TACAR
Ambassador Plenipotentiary and Extraordinary
Permanent Delegation to UNESCO

Mr. Engin TURKER
Deputy Permanent Delegate
Permanent Delegation to UNESCO

**IV. WORLD HERITAGE CENTRE / SECRETARIAT/
CENTRE DU PATRIMOINE MONDIAL / SECRETARIAT**

M. Bernd von DROSTE
Directeur
Centre du patrimoine mondial

M. Saïd ZULFICAR
Directeur adjoint
Centre du patrimoine mondial

Mr. Mounir BOUCHENAKI
Directeur a.i.
Division du patrimoine culturel

M. Abdelkader Brahim ERRAHMANI
Chef de la promotion, Division du patrimoine culturel
Directeur de PATRICOM

M. David KABALA
Spécialiste du Programme
Division des Sciences écologiques

Mme Mireille JARDIN
Centre du patrimoine mondial

M. Natarajan ISHWARAN
Centre du patrimoine mondial

Mlle Ana DUMITRESCU
Centre du patrimoine mondial

Mme Mechtild Rössler
Centre du patrimoine mondial

M. Gérard BOLLA
Consultant

M. Sylvio Mutal
Regional Coordinator
for Latin America and the Caribbean
UNDP/UNESCO

Mme Gisèle HYVERT
Consultant

Mr. Daniel DROCOURT
Consultant

Mr. Peter LOWREY
UNESCO Press

Jane DEGEORGES
Centre du patrimoine mondial

Joanna LEWIS
Centre du patrimoine mondial

David MARTEL
Centre du patrimoine mondial

Marianne RAABE
Centre du patrimoine mondial

ANNEXE II

I. HISTORIQUE

1. A la date du 1er octobre 1992, la Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel (ci-après la "Convention") adoptée le 16 novembre 1972 par la Conférence générale de l'UNESCO à sa 17e session, compte 127 Etats Parties (ci-après les Parties) dans toutes les régions du monde quels que soient leur régime politique, leur système socio-économique, leur structure centralisée ou fédérale, la multiplicité de leurs cultures, les différences dans l'importance respective de leur patrimoine culturel et naturel, leurs structures administratives en matière de gestion des patrimoines, etc.

2. A la XIVème session du Comité du patrimoine mondial (Banff, Canada, en décembre 1990) (ci-après le "Comité"), il a été décidé que l'année 1992 au cours de laquelle serait célébré le 20ème anniversaire de la Convention du patrimoine mondial serait également l'occasion de procéder à une évaluation en profondeur de la mise en oeuvre de la Convention devant déboucher sur la préparation et l'adoption d'une stratégie pour le futur.

3. Afin de donner suite à cette décision, le Secrétariat a fait appel en 1991 à un consultant, M. Azedine Beschaouch, qui a été chargé de préparer une évaluation de l'action menée au titre de la Convention.

4. Saisi de ce rapport d'évaluation, un Comité d'experts, réuni à Washington du 22 au 24 juin 1992, a élaboré une série de recommandations qui ont fait l'objet d'un premier examen par le Bureau du Comité (ci-après le "Bureau"), à sa 16e session (Paris, 6 - 10 juillet 1992).

5. Le Comité d'experts s'est à nouveau réuni à Paris du 27 au 30 octobre 1992 afin de mettre au point un projet de stratégie qui doit être soumis au Comité à sa 16e session (Santa Fé, 7 au 14 décembre 1992). Ce projet tient compte des recommandations, propositions ou suggestions formulées tant par M. Azedine Beschaouch que par le Comité d'experts, le Bureau du Comité et ses organes consultatifs (ICCROM, ICOMOS, UICN), ainsi que des propositions présentées dans le rapport établi par M. Gérard Bolla.

6. Le Conseil exécutif de l'UNESCO, à sa 140e session, (12 -30 octobre 1992), a, par ailleurs, été saisi d'un rapport du Directeur général (document 140 EX/13) concernant "le renforcement de l'action de l'UNESCO pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel".

II. OBJECTIFS A ATTEINDRE

A. INTRODUCTION

1992 marque le vingtième anniversaire de l'adoption de la Convention, couramment appelée Convention du patrimoine mondial. Au bout de 20 ans, cette Convention reste un outil au caractère visionnaire, capable d'obtenir des succès considérables dans la cause de la conservation globale. A la demande du Comité du patrimoine mondial et de son Secrétariat, le nouveau Centre du patrimoine mondial, une série de réflexions a été initiée pour examiner et évaluer le fonctionnement de la Convention, identifier ses faiblesses et recommander des actions spécifiques de nature à améliorer ses performances.

Ces efforts, qui incluent à la fois les études particulières et les réunions dont il est rendu compte dans les pages qui suivent, ont été entrepris dans la perspective de rendre la Convention non seulement capable de réaliser ses potentialités telles qu'elles étaient envisagées en 1972, mais aussi de s'attaquer aux nouveaux défis qui émanent des évolutions prévues dans le futur.

La conception originelle de la Convention et ces futurs défis impliquent plusieurs finalités à atteindre qui ont été identifiées. Pour chacune de ces finalités, des objectifs spécifiques sont présentés, pour guider les Etats parties, le Comité, les organismes consultatifs et le Centre du patrimoine mondial.

En outre, les pages qui suivent décrivent la succession des événements durant les phases d'évaluation et de planification, des recommandations générales aux Etats parties pour qu'ils renouvellent et accroissent leurs efforts, ainsi qu'une liste de recommandations spécifiques pour l'action du Comité en matière de procédure et pour les questions techniques.

Il est à noter que ce processus n'est en aucun cas limité dans le temps, tout au contraire, il doit être mis en oeuvre et amélioré de façon continue. Mais 1992 offre l'occasion de faire progresser les éléments qui servent de base aux plans stratégiques de tous les partenaires principaux de la Convention, y compris les organismes consultatifs et le Centre du patrimoine mondial.

B. ORIENTATIONS STRATEGIQUES POUR LE FUTUR

1 - Finalité Compléter l'identification du patrimoine mondial

- Objectifs
- Achever l'étude globale et les études thématiques appropriées
 - Aider, quand nécessaire, à l'identification des sites et à la préparation des propositions d'inscription

2 - Finalité Assurer la représentativité et la crédibilité de la Liste du patrimoine mondial

- Objectifs
- Assurer des procédures d'étude et d'évaluation objectives et adéquates
 - Revoir et mettre à jour les critères pour l'évaluation des propositions d'inscription des biens culturels et naturels
 - Promouvoir la prise en compte de propositions d'inscription des différentes aires géo/culturelles du monde
 - Considérer la situation des biens qui ne répondent plus aux critères d'inscription

3 - Finalité Promouvoir une gestion et une protection appropriées des biens du patrimoine mondial

- Objectifs
- prendre les mesures nécessaires pour aider au renforcement de la protection et de la gestion des sites
 - prendre les mesures nécessaires pour faire face aux menaces et aux dommages subis par les sites

4 - Finalité mettre en oeuvre un suivi plus systématique des sites du patrimoine mondial

- Objectifs
- définir les éléments et les procédures du suivi
 - coopérer avec les Etats parties et les autorités compétentes pour un suivi régulier

5 - Finalité

Accroître la prise de conscience, la participation et le soutien du public

- Objectifs
- fournir un appui à la présentation et à l'explication des sites
 - appliquer une stratégie professionnelle de marketing
 - Attirer des donations et l'appui du public, en montrant notamment la rigueur de la gestion du Fonds du patrimoine mondial
 - Renforcer l'image d'un réseau de sites du patrimoine mondial en adoptant des critères communs pour la conception des programmes relatifs aux sites et du matériel d'information générale
 - Rassembler et distribuer régulièrement des documents mettant en valeur les succès de la Convention
 - Encourager les populations locales à coopérer à la promotion et à la protection des sites du patrimoine mondial
 - Apporter un appui à la circulation d'expositions sur les sites du patrimoine mondial entre Etats parties à la Convention.

III. RECOMMANDATIONS

I. LA CONVENTION ET SES LIENS AVEC D'AUTRES CONVENTIONS ET RECOMMANDATIONS INTERNATIONALES

1. Tous les efforts devraient être mis en oeuvre pour que les Etats qui ne le sont pas encore deviennent parties à la Convention.

2. Il n'y a pas lieu de réviser la Convention, mais seulement de revoir périodiquement les Orientations.

3. Les liens entre la Convention du patrimoine mondial et les autres conventions (Convention de La Haye, de Genève, Convention concernant le transfert illicite des biens culturels, Convention de Ramsar, CITES, Convention sur la diversité biologique, etc.) devraient être renforcés, notamment en recommandant aux Etats parties à la Convention du patrimoine mondial d'adhérer également à ces Conventions, en organisant des concertations entre les Secrétariats quand ils existent, et en invitant régulièrement des observateurs des organismes statutaires des autres Conventions à assister aux réunions du Comité. En outre, il faut rappeler qu'il est nécessaire d'étudier les moyens de renforcer les liens entre les différentes Conventions et d'éviter tout chevauchement de leurs actions. Dans ce contexte, il est souhaitable que le Centre du patrimoine mondial joue un rôle de plus en plus important pour prendre en considération l'ensemble des problèmes que pose la sauvegarde du patrimoine mondial en péril.

II. LES ORGANES DE MISE EN OEUVRE

4. Les trois piliers qui permettent la mise en oeuvre de la Convention, à savoir le Comité, le Secrétariat et les Organes consultatifs doivent jouer pleinement leur rôle, de façon équilibrée.

A. Le Comité

5. Afin d'assurer le respect de l'Article 9.3 de la Convention visant à ce que les Etats membres du Comité soient représentés par des experts, il est recommandé :

- que les Etats communiquent à l'avance au Secrétariat les noms et qualités de leurs représentants et que le Secrétariat leur rappelle, le cas échéant, leurs obligations à cet égard;
- que la participation des experts, non seulement des PMA mais de tous les pays en développement, soit facilitée en tant que de besoin par un appui du Fonds. La participation de deux représentants par pays (un pour les biens culturels, un pour les biens naturels) au maximum pourrait être prise en considération pour assister aux réunions du Comité, autant que les moyens du Fonds le permettent;
- que, conformément à l'Article 10.2 de la Convention, le Comité invite à ses réunions des organismes publics ou privés ou des personnes privées qui assisteront aux sessions du Comité à titre d'observateurs et renforceront l'expertise du Comité. Ces observateurs, choisis en tenant le plus grand compte de la nécessité d'une représentation équitable, au sein du comité, des différentes aires culturelles et naturelles, seront consultés sur des questions particulières.

6. Afin d'améliorer le fonctionnement du Comité, il est recommandé :

- que soient établis des Groupes de travail spécifiques non seulement en dehors des sessions du Comité mais aussi pendant ses sessions du Comité, afin d'examiner des questions telles que le budget, le suivi de l'état de conservation des biens, les demandes d'assistance internationale, les révisions des Orientations, et que ces Groupes de travail fassent rapport au Comité ;
- que des réunions du Bureau sortant soient organisées avant chaque session ordinaire du Comité, en recherchant la participation des membres du Bureau sortant qui ne seraient plus membres du Comité ;

- que soient maintenues, au sein du Comité et du Bureau, des procédures de débat plus rigoureuses, qui permettent à chaque membre d'exprimer sa position et d'enregistrer avec davantage de précision les décisions prises sur chaque point des travaux, y compris éventuellement par le recours au vote, sans que soit toutefois abandonnée la recherche du consensus ;

- que soit appliquée plus strictement la règle selon laquelle le représentant d'un Etat ne doit pas intervenir pour appuyer une proposition d'inscription ou une demande d'assistance émanant de son pays.

B. Le Secrétariat

7. Le Comité demande au Directeur général de l'UNESCO de fournir au Centre du patrimoine mondial les moyens financiers nécessaires pour assurer le bon fonctionnement du Comité et la mise en oeuvre de ses décisions conformément aux dispositions de l'Article 14 de la Convention. En attendant que cela soit le cas, il est recommandé au Comité de continuer à prendre en considération les demandes du Centre pour une assistance temporaire dans ce but.

8. Les Etats parties à la Convention sont encouragés à détacher, auprès du Centre, du personnel compétent pour le renforcer. Une coopération plus étroite et plus permanente du Centre avec les autres secteurs de l'UNESCO est fortement encouragée, ainsi qu'avec les organes directeurs des autres Conventions quand ils existent.

C. Les organes consultatifs, ICOMOS, UICN et ICCROM

9. On ne devrait plus envisager séparément patrimoine culturel et patrimoine naturel en ce qui concerne la planification, la gestion et la conservation des sites. Il convient de promouvoir une philosophie commune qui intègre la dimension humaine du patrimoine et la composante environnement. Une telle philosophie ne se substituera pas aux définitions des patrimoines naturel et culturel dans la Convention, mais pourra être utilisée dans des efforts ultérieurs pour renforcer, par une approche mieux intégrée, la planification et la conservation des sites. Il est recommandé au Centre de prendre toutes mesures dans ce sens.

10. Il est recommandé que tous les moyens soient mis en oeuvre pour renforcer les structures et l'expertise de l'ICOMOS et de l'UICN. En ce qui concerne l'ICOMOS, il est recommandé que les Etats parties soient encouragés à soutenir plus vigoureusement les Comités nationaux et que l'ICOMOS recherche une meilleure représentation des différentes disciplines concernées, en faisant pleinement appel aux groupes professionnels et aux réseaux qui les constituent.

11. La proposition de l'ICCROM de poursuivre et d'accroître sa collaboration au Comité dans les domaines de la formation de l'expertise, de la documentation et de la recherche devrait être pleinement prise en compte et développée.

12. Le Centre devrait s'appuyer sur le partenariat ancien et privilégié qui existe avec l'UICN, l'ICOMOS et l'ICCROM pour la mise en oeuvre de la Convention."

13. De plus, un réel partenariat devrait sur la base des orientations du Comité s'établir entre le Centre et les trois Organisations, pour les questions de technique que pour la doctrine de la conservation.

14. Le Centre devrait dresser la liste des ONG et des institutions avec lesquelles il serait souhaitable de renforcer ses liens et qui pourront également être consultées par le Centre et le Comité sur des questions particulières, conformément à l'Article 10.1 de la Convention.

D. L'Assemblée générale

15. L'Assemblée générale des Etats parties devrait se tenir le plus tôt possible au cours de la Conférence générale de l'UNESCO et le Président du Comité du Patrimoine mondial devrait y faire une présentation du rapport que le Comité adresse à la Conférence générale.

III. LA MISE EN OEUVRE DE LA CONVENTION

A. La Liste du patrimoine mondial

16. Il ne devrait pas être fixé de nombre limitatif à la Liste mais l'élaboration de listes indicatives devrait être encouragée, en particulier en fournissant plus systématiquement une assistance préparatoire aux pays qui n'ont pas encore établi de telles listes.

17. En ce qui concerne les propositions d'inscription présentées chaque année, il n'est pas estimé nécessaire d'en limiter le nombre. Toutefois, pour tenir compte des difficultés pour le Comité et les organismes consultatifs d'assurer une évaluation plus solide et un examen plus rigoureux, il est suggéré que soient étudiées plusieurs solutions qui peuvent être complémentaires : exiger de la part des Etats des dossiers plus complets et le respect des délais fixés par les Orientations ; que les demandes reçues hors délai ou incomplètes ne soient pas prises en considération ; adresser aux membres du Comité toute la documentation disponible suffisamment tôt dans le cycle annuel des propositions d'inscription ; laisser plus de temps aux évaluateurs :

- en accélérant la transmission des dossiers d'inscription par le Secrétariat ; et,
- en produisant le projet de rapport du Bureau pendant la session elle-même, afin de préciser les recommandations relatives aux propositions d'inscription.

18. Pour assurer une meilleure représentativité de la Liste, il est recommandé que le Centre étudie avec les experts compétents les lacunes que la Liste comporte et les moyens d'y remédier.

19. Il est également recommandé que soit entreprise une évaluation critique des critères du patrimoine culturel et naturel ainsi que de ceux d'authenticité et d'intégrité, en vue de leur éventuelle révision. A cet effet, il est recommandé que le Centre du Patrimoine mondial organise, en consultation avec l'ICOMOS, une réunion d'experts comme cela avait déjà été décidé lors de la quinzième session du Comité du Patrimoine mondial.

20. Enfin, il est recommandé que soient précisées, à l'occasion de chaque inscription, les caractéristiques qui justifient l'inscription du bien sur la Liste et qui doivent en conséquence guider les principes de sa gestion ultérieure.

21. L'inscription des sites sera suspendue jusqu'à ce qu'un ferme engagement de l'Etat demandeur à protéger le site soit obtenu. Cet engagement pourra prendre en particulier, la forme d'une législation nationale, de personnels, de crédits en rapport avec les possibilités du gouvernement, de plans de gestion, ainsi qu'il est déjà demandé dans le dossier d'inscription.

22. Afin de préserver la rigueur de la procédure d'inscription, les demandes différées par le Bureau sur la base de la catégorie D des Orientations ne seront pas versées dans une autre catégorie, sauf accord du Comité, et ne pourront pas faire l'objet d'un nouvel examen durant la même année.

B. La Liste du patrimoine mondial en péril

23. L'inscription sur la Liste en péril ne devrait pas être considérée comme une sanction, mais comme le constat d'une situation nécessitant des mesures de sauvegarde et comme un moyen de mobiliser des ressources à cette fin. Il est recommandé, en conséquence, au Centre de promouvoir cette idée auprès des Etats.

24. En application de l'Article 11.4 de la Convention, il est toutefois recommandé que la possibilité d'inscrire un site sur la Liste du patrimoine mondial en péril, sans demande préalable de l'Etat concerné, soit transcrite dans les Orientations.

25. L'assistance prévue à l'Article 11.4 de la Convention devrait pouvoir inclure des messages du Comité attirant l'attention sur les dangers potentiels ou déclarés que court tel ou tel site; le paragraphe 58 des Orientations sera modifié dans ce sens. En cas d'urgence, une priorité dans l'allocation des ressources financières du Fonds du patrimoine mondial pourrait être accordée aux biens du patrimoine mondial inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril.

C. Retrait d'un bien de la Liste du patrimoine mondial

26. Le Comité devrait appliquer strictement les procédures existantes concernant les modalités de retrait d'un bien de la Liste lorsque les caractéristiques qui ont motivé l'inscription ont disparu et lorsque les consultations avec l'Etat concerné n'ont pas abouti à un accord. Le Comité devra rendre public ce retrait.

D. Le suivi de l'état de conservation

27. Le Comité devrait systématiquement s'assurer que les recommandations faites au moment de l'inscription ont été suivies d'effet.

28. Par ailleurs, toute demande d'assistance au titre du Fonds devrait être assortie d'un diagnostic sur l'état de conservation du bien.

29. Le suivi ne devrait plus être conçu comme un mécanisme d'inspection périodique, mais comme un processus continu de coopération, impliquant les acteurs locaux, dans un contexte régional et comportant des actions de sensibilisation et de recherche. Chaque Etat partie pourrait attirer l'attention du Comité sur des situations de risque ou de détérioration d'un site du patrimoine mondial, ou sur une éventuelle violation des obligations prévues par la Convention. Il est recommandé d'étudier la possibilité d'une clause selon laquelle il serait procédé à une revue périodique des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial afin d'évaluer, après une période déterminée, si les sites répondent toujours aux critères qui ont justifié leur inscription. Des représentants du Centre, des experts, des ONG participeront à cette revue périodique.

30. Le Centre devrait produire un document sur l'état du patrimoine mondial, en commençant par la région d'Amérique latine pour laquelle un exercice de suivi selon ces lignes a déjà été entrepris.

31. Afin de renforcer les Orientations et les procédures pour un suivi continu et systématique de l'état de conservation des biens du patrimoine mondial, le Centre devrait organiser, au cours de l'année 1993, une réunion d'experts avec l'UICN, l'ICOMOS et l'ICCROM.

E. Le Fonds du patrimoine mondial

32. Le Centre du patrimoine mondial devrait encore accroître ses efforts pour augmenter les ressources financières du Fonds. Ces efforts devraient comporter plusieurs aspects : relance systématique des Etats parties pour qu'ils s'acquittent de leur contribution ; recherche de contributions affectées à des projets spécifiques de la part de fondations privées ou d'autres sources publiques ou privées.

33. Des rapports plus précis, selon des standards définis, devraient être demandés aux Etats qui demandent ou bénéficient d'une assistance. Ces rapports seront soumis par le Centre en tant que de besoin aux organismes consultatifs compétents, puis, avec les évaluations de ceux-ci, devraient être examinés par le Comité, au regard des autres demandes d'assistance émanant de ces Etats. Le Comité peut demander au Centre du patrimoine mondial de publier périodiquement un résumé de ces rapports, avec une documentation illustrée, afin de mieux informer le public des succès de la Convention en matière de conservation.

34. En regard de chaque demande d'assistance technique, le Centre devrait noter la situation de la contribution financière au Fonds de l'Etat demandeur, le montant des aides du Fonds du patrimoine mondial précédemment accordées au projet ou au site, et, s'il s'agit de formation, la proportion concernant le personnel de gestion ou de conservation du site du patrimoine mondial.

35. 20%, au maximum, du budget annuel d'assistance (hors le budget d'assistance d'urgence) pourrait être attribué par le Président du Comité sans discussion et approbation du Comité.

36. Le Comité devrait prévoir de rétablir un pourcentage du budget annuel comme réserve pour imprévus, afin de pouvoir répondre à des situations d'urgence affectant des sites du patrimoine mondial.

37. Les demandes d'assistance seront soumises aux organes consultatifs pour étude et évaluation, en tant que de besoin, et leur évaluation devrait être présentée au Bureau, aux groupes de travail spécifiques et au Comité.

38. Enfin, le Fonds devrait être plus systématiquement investi dans des projets susceptibles d'attirer des financements plutôt que dans de petits projets ponctuels. Pour ce qui est de la formation, elle devrait concerner en priorité, mais pas exclusivement, des responsables de la gestion et de la conservation de sites du patrimoine mondial. Lorsque plusieurs

demandes d'assistance à la formation sont en concurrence et que les fonds disponibles ne permettent pas de les satisfaire toutes, priorité sera donnée à celles concernant exclusivement ou principalement le personnel de gestion ou de conservation des sites du patrimoine mondial.

F. La promotion

39. Les activités promotionnelles doivent porter sur trois domaines complémentaires qu'il convient d'identifier séparément :

- (a) la communication, c'est-à-dire l'information du public avec le concours des médias ;
- (b) la promotion proprement dite par les expositions et les diverses manifestations culturelles ;
- (c) le développement des moyens financiers et des ressources humaines au service de la Convention, grâce au soutien des associations, à l'information des décideurs, au mécénat, et à la vente de produits au bénéfice du Fonds.
- (d) les programmes d'information proposés par le Comité aux Etats parties devraient inclure des actions à mener dès le niveau de l'école primaire.

40. Toutes les activités promotionnelles concernant la Convention devraient, au sein de l'UNESCO, être de la responsabilité principale du Centre du patrimoine mondial, qui en réfèrera au Comité.

41. Un rapport sur l'état des biens du patrimoine mondial montrant les effets de l'inscription sur la conservation devrait, dans la mesure du possible, être publié par le Centre sur une base bi-annuelle.

42. Le Comité devrait consacrer plus de temps, lors de ses sessions, à la discussion des questions concernant la promotion, qui devraient être examinées par des spécialistes.

43. Les organismes consultatifs devraient accroître leurs efforts respectifs pour améliorer l'information sur la Convention et les soutiens apportés.

44. Les Etats parties devraient promouvoir la Convention, en particulier sur les sites du patrimoine mondial, par la production de publications, de plaques, etc., qui expliquent au public et aux populations concernées la philosophie et les principes de la Convention ainsi que les valeurs qui ont justifié l'inscription du site. Les Etats parties devraient également promouvoir la création et l'action d'associations en matière de sauvegarde des sites culturels ou naturels.

45. Le Centre du patrimoine mondial devrait mener une réflexion approfondie sur l'impact du tourisme sur les sites du patrimoine mondial. Cette réflexion devrait prendre en compte d'autres efforts existant en ce sens, et particulièrement une publication de l'UICN et de l'OMT en 1992 sur le tourisme dans les zones protégées, afin d'éviter les doubles emplois.

ANNEXE III

Déclaration du Représentant de l'Égypte

ABU MINA (EGYPT)

The site of Abu Mina (Sant Minas) is located in the desert, to the west of Alexandria, on an area of about 2,000 acres which was nominated as an archaeological site protected by the Egyptian laws a long time ago. It contains the remains of a great basilica churches, hostels for pilgrims, villas, houses, shops, bath houses, a health centre, wine factories, arches, parts of an enclosure wall, etc..

The site had been venerated since the times of the old Roman Empire, and became one of the important pilgrimage centres in Egypt. The site took its present form in the late fifth century and the early sixth. The legend that dealt with life, death and the burial of St. Minas at that site, attracted Christian pilgrims to visit the site.

The site was placed in 1979 on the World Heritage List because of its exceptional cultural and spiritual value.

The progress report (item 8 of the Provisional Agenda) reported that the Bureau noted with concern the damage threatening the conservation of the site of Abu Mina because of these elements.

1. The increased flow of pilgrims

On the contrary, and even unfortunately, it must be noted that few pilgrims, visitors and tourists who visit the site nowadays, the site is not placed on Egypt's tourist maps. But, more than ten years ago, the Coptic Pope choose to stay for some time in one of the monasteries of Wade El Natroun, which by chance, is not far from Abu Mina. So many of the visitors of the Pope thought that it was a chance to visit that sacred site nearby. Thus, there was a flow of visitors at that time, but not at all nowadays.

2. The possibility of the reconstruction of a church over the Saint's tomb

There is a small monastery near the site of Abu Mina but entirely outside of the site. This monastery was established in the year 1959, nearly 14 years before the World Heritage Convention was established, by Patriarch Cyril VI. It may be just a dream or a non-realistic hope of the monks of that monastery to come back to the old sacred site, but at the same time there is no serious suggestion or proposal for a project, or even the slightest idea of any rehabilitation or new construction there. The site is entirely protected by the Egyptian law for the Protection of Antiquities,

which considers the transformation of any archaeological building or land or any part thereof into dwellings, an offence which is punished by imprisonment and a fine (item 43).

So, such kind of rehabilitation which will damage the dominant characteristics and the nature of the historic site is against the Antiquities Law and is completely forbidden, and prevented by law. Surely no authority in Egypt may even think of replacing old monuments with new buildings in an archaeological site where life was completely different from nowadays.

3. The fragility of the site

No doubt that the remains of the monuments there, which are constructed of mud and bricks, are very weak and fragile. But the German Archaeological Institute in Cairo, which executed many successive excavations and research work there since the site was discovered by the German archaeologist Kaufman in 1907, is now maintaining and reinforcing the monuments of the site in a very careful, reasonable and scientific way. The preservation is in accordance with the results of the excavations of the German Institute, the Greco-Roman Museum in Alexandria and the Coptic Museum in Cairo.

At the same time, a circular enclosing drainage canal was dug around the area of Abu Mina in order to protect the site from underground and ground water, that may penetrate owing to a project aiming to reform and cultivate the neighbouring desert land, which is partly funded by the World Bank. The canal seems also to be a barrier protecting and securing the enclosed area. Access to the site is now legally possible through an entrance provided with a bridge over the drain. There are also some projects to promote the site, for example establishing a local museum nearby, improvement of the security system and increasing the number of guards at the site.

Finally, I assure the Bureau and the Committee that the Mina site is not in danger and almost safe.

Thank you.

Dr. Gamal Mokhtar
Representative for Egypt
10/12/1992

ANNEXE IV

Déclaration du Représentant du Saint-Siège

9 décembre 1992

Madame le Président,

Jusqu'à présent, par un désir de discrétion, je n'ai jamais demandé la parole.

Je vous l'ai demandé maintenant, quand la question de l'Hospice Santa Marta est désormais heureusement close, pour une déclaration, que je prie de bien vouloir insérer - au moins comme annexe - dans le Rapport final:

La voici:

1. Quand, avec une procédure exceptionnelle,

- a) le 7 octobre 1982, le Saint-Siège, après une invitation unanime de la Conférence générale de l'UNESCO, a adhéré à la Convention concernant la protection du patrimoine mondial ;
- b) le 21 octobre 1984, la Cité du Vatican a été inscrite sur la Liste du patrimoine mondial ;
- c) le 8 décembre 1990, ses biens extraterritoriaux à Rome ont été inscrits sur la même Liste ;

le Saint-Siège exprima sa respectueuse reconnaissance

- a) pour la haute considération dont on l'avait honoré, et
- b) pour l'importante reconnaissance
 - de la valeur culturelle unique de son patrimoine ;
 - et de son constant souci pour le sauvegarder.

2. Le Saint-Siège

- a) désagréablement surpris par la forme et le contenu d'une certaine déclaration de juillet dernier, a toutefois préféré la considérer comme signe ultérieur d'intérêt pour ses biens culturels étroitement liés à sa propre mission spirituelle ;
- b) exprime sa satisfaction pour les corrections et les éclaircissements donnés à la présente session du Comité par des organes compétents, après de courtoises visites et constats personnels exhaustifs faits au Vatican soit par le Directeur du Centre du patrimoine mondial, soit par le délégué de l'ICOMOS ;
- c) rappelle et souligne sa tradition millénaire de promotion et sauvegarde de tout son patrimoine qui est aussi patrimoine de l'humanité entière.

ANNEXE V

Déclaration du Représentant du Mexique

Le délégué du Mexique a souligné l'importance des travaux de suivi au niveau régional et a signalé l'intérêt accordé par son pays à cette activité.

En faisant référence aux textes relatifs aux six sites mexicains inscrits en 1987, élaborés et remis au chef du Projet régional PNUD/UNESCO et au Centre du patrimoine mondial en octobre 1992, il a regretté que les informations fournies ne soient pas apparues dans le Bulletin publié par M. Mutal.

D'autre part, il a précisé que le programme du Projet régional pour 1993 ne devait pas inclure les quatre sites mexicains signalés parmi les 17 sites proposés, car le travail de suivi pour ces quatre sites avait déjà été réalisé.

ANNEXE VI

Inscription d'Angkor

Déclaration du Représentant des Etats-Unis d'Amérique

The Representative of the United States of America presented a statement explaining his Government's position on the Committee action. He noted that, although the United States has voted in the Bureau to inscribe the site only subject to the conditions identified by ICOMOS, that position was now to support the compromise consensus to inscribe Angkor immediately.

He noted, however, the United States hope that inscription would in fact lead to stronger protection of this site of unquestioned international value, and the United States concern that the Committee be willing and able to deal with future problems at the site should circumstances not improve.

He noted the position of the United States that this inscription not be understood as a precedent, and congratulated ICOMOS for the integrity of their position and advice to the Committee.

B. DOCUMENTS D'INFORMATION

**Discours de M. Russell Train, Président du Fonds
mondial pour la nature, Etats-Unis**

**THE WORLD HERITAGE CONVENTION
THE FIRST TWENTY YEARS AND BEYOND**

**REMARKS BY THE HONORABLE RUSSELL E. TRAIN
CHAIRMAN
WORLD WILDLIFE FUND**

Before

**THE INTERNATIONAL WORLD HERITAGE COMMITTEE MEETING
Santa Fe, New Mexico
Monday, 7 December 1992**

I am delighted to be here this morning among this distinguished company to reflect on twenty years of the World Heritage Convention, its contributions to humanity, and its future.

It is a particular point of pride for me to be present at this 20th anniversary meeting. When the World Heritage Convention was first adopted in 1972, I and others who helped develop the World Heritage concept viewed it as a tremendous step forward in the international community's recognition of our shared responsibility to protect the global common. For the first time, there existed a legal and financial mechanism through which nations could cooperate to preserve natural and cultural properties so unique and special that they should be considered part of the heritage not only of individuals, but of all mankind.

Today, the great majority of the community of nations are party to the World Heritage Convention, and I believe it is a great accomplishment that in just twenty years so many nations have come together to embrace its concept and adopt measures to ensure its effective implementation.

I believe that the rapid growth of membership in the Convention reflects the global recognition of the common value of World Heritage areas and the common need to protect these areas. But before I get ahead of myself, let me review some of the history of the Convention.

In the autumn of 1965, I had the privilege of serving as a member of the Committee on Natural Resources of the White House Conference on International Cooperation. The idea of a World Heritage Trust emerged in discussions between myself and

the Committee Chairman, Dr. Joseph Fisher, then the distinguished President of Resources for the Future. The report of our Committee recognized that:

"Certain scenic, historic, and natural resources are part of man's heritage, and their survival is a matter of concern to all".

and we recommended international cooperation to further that purpose.

So far as I recall, this recommendation received little or no official reaction at first. When I became the first chairman of the President's Council on Environmental Quality, I had the opportunity to give the World Heritage concept a real push. As a result, part of President Nixon's Message on the Environment in 1971 said that:

"It would be fitting by 1972 (that being the centennial Anniversary of the establishment of Yellowstone National Park) for the nations of the world to agree to the principle that there are certain areas of such unique worldwide value that they should be treated as part of the heritage of all mankind and accorded special recognition as part of a World Heritage Trust. Such an arrangement would impose no limitations on the sovereignty of those nations which choose to participate, but would extend special international recognition to the areas which qualify and would make available technical and other assistance where appropriate to assist in their protection and management."

This idea became a focal point of the United States' agenda at the U.N. Conference on the Human Environment held in

Stockholm in June, 1972, where I was privileged to head the U.S. Delegation. That Conference marked its twentieth anniversary this year when the United Nations Conference on Environment and Development convened in Rio de Janeiro. In preparation for the 1972 meeting, both the International Union for Conservation of Nature (IUCN) and UNESCO developed draft conventions embodying the World Heritage concept. The IUCN draft included both natural and cultural sites as we had originally proposed while the UNESCO draft was primarily oriented toward the conservation of cultural properties and sites. While the two draft conventions had some similarities, there were also significant differences.

Recognizing these differences between the two drafts but desiring to avoid duplication and to expedite development of the World Heritage Trust, and believing that the desirable concept was a convention covering both the natural and cultural heritage, the United States proposed to UNESCO that the meeting of experts scheduled for April 1972 consider both of the draft conventions with a view to combining them into a single convention for a World Heritage Trust. At the Conference the delegates in plenary session acknowledged that the draft convention "marks a significant step towards the protection, on an international scale, of the environment." They voted overwhelmingly to invite governments to examine the draft convention "with a view to its adoption at the next General Conference of UNESCO." This was accomplished in October-November of 1972, and the Convention was adopted.

The twenty years between that first step and now seems a short time in the history of humanity and nations. But in that time, the World Heritage concept has blossomed into a vigorous, worldwide program. What has the World Heritage concept accomplished in its first twenty years? Most importantly, it has established a system of protection for those places that are so unique, priceless, and irreplaceable

that they have been declared World Heritage sites -- and I commend the World Heritage Committee's careful work over the years to identify the best of the best. But just as important, as this meeting reflects, the Convention provides an ongoing mechanism for international cooperation based upon a common recognition of how precious the world's natural and cultural heritage is, and how it is our common duty to protect that heritage.

The 1990s and beyond present great possibilities for the World Heritage program, and it is my hope that this meeting will focus on bringing about even stronger efforts to realize the goals of the Convention. Already, the Convention has led to strengthened recognition of the importance of World Heritage areas worldwide. It has significantly increased tourism to such areas. It has raised management standards and, most importantly, has provided technical training opportunities, particularly on a regional basis. World Heritage status has become an important bulwark against actions which threaten the integrity of listed areas and sites. The World Bank and other lending agencies now recognize World Heritage sites as being of central importance to natural area conservation.

This does not mean that the Convention does not face significant challenges ahead. A number of World Heritage sites remain endangered by inadequate management, underfunding, pollution, and, tragically, even by human warfare as in the case of Dubrovnik. Some sites remain listed as severely threatened, and I hope that one goal of the meeting will be to focus attention on bringing those areas back from the brink. In the United States, the Everglades National Park was classified for some years as a threatened World Heritage site, and has again been severely damaged by the recent hurricane.

The first twenty years have also brought challenges to the World Heritage Committee. Governments, including, I must add, the United States, have not always been forthcoming with their dues to the World Heritage Trust. It is my hope that before this week is over you will be given some indication by U.S. representatives of increased U.S. financial support. And, of course, I realize that developing operational procedures, guidelines, and criteria for site selection has also been a challenge.

Even with some shortcomings, however, I believe that we can look back at the first twenty years of the World Heritage Convention as a significant success and as a concept that has proven its worth. Clearly, there is recognition that there exists a common heritage that merits our special attention and protection. And clearly, public sentiment calls for protection of natural and cultural treasures, whether they be national parks such as the United States' Yellowstone or cultural marvels such as Egypt's Abu Simbel. What the Convention, and this meeting, symbolize is that only through concerted, cooperative action between governments throughout the world community will this heritage be protected for future generations.

Beyond will, protecting the World Heritage also requires resources, and I hope that this meeting will address is that of how the world community can increase the level of financial and technical resources devoted to protecting World Heritage areas. The 1990s present an awesome challenge to resource managers in every field as global threats, environmental degradation and increasing population pressure in particular, continue to mount against previously unspoiled natural and cultural areas. A particular need exists in the developing nations of the world, which house many of our greatest World Heritage sites, but which are the least prepared financially to protect them.

Finally, it seems clear to me that the fundamental strength of the World Heritage, and, indeed, its power to help shape human affairs, lie in its concept of shared human values, of a common heritage for all peoples. In a world that seems increasingly torn by divisiveness, those are values to cherish and promote. It has always saddened me that the United States, which did so much to initiate the World Heritage system, has consistently done so little to promote knowledge of the World Heritage among its own citizens and particularly at its 17 World Heritage sites. It is a concept we should be proud of and actively promote. Mr. Secretary, I hope that you and your successors at the Department of the Interior will take that comment to heart and will give the World Heritage program the attention it deserves.

In closing it is my sincere hope that the World Heritage program will continue to grow and expand over the next twenty years in the same way that it has in its first twenty. It is a program that remains very close in my heart and thoughts. I wish you the best in your deliberations on the future of the World Heritage program over the next several days, and am confident that, through the efforts of this meeting and further cooperation between nations, the World Heritage program will prosper. It is a program that deserves nothing less than our full support.

**Discours d'ouverture du Directeur général de l'UNESCO,
M. Federico Mayor**

Mr Secretary of the Interior,
Mr Chairman of the World Heritage Committee,
Mr Governor of the State of New Mexico,
Mr Russell Train,
Distinguished Members of the World Heritage Committee,
Distinguished representatives of bodies
associated with the World Heritage Convention,
Dear Colleagues,
Ladies and Gentlemen,

It gives me very great pleasure to be here in the multicultural and most beautiful city of Santa Fe to inaugurate the sixteenth session of the World Heritage Committee and to celebrate with you the twentieth anniversary of the World Heritage Convention, which has already been marked by a series of very successful activities organized at UNESCO Headquarters and in various States Parties.

It is appropriate that this anniversary session of your Committee should be taking place in the United States of America, which - as we have just heard - played a leading role in the birth of the Convention. The United States was subsequently the first country to ratify the Convention and hosted - in 1978 in Washington - the World Heritage Committee's second session, which saw the inscription of the first properties on the World Heritage List. Its support for the Convention has remained strong over the years, and I thank the American Government for reiterating - through you, Mr Secretary - its commitment to the protection of the world heritage and for extending its hospitality to the World Heritage Committee on this occasion.

I should like to pay a special tribute to Mr Russell Train, who as President of the Conservation Foundation was instrumental in promoting and shaping the concept of the World Heritage Convention, and who has contributed in no small measure to the success of this unique venture.

The main focus of international co-operation in 1992, twenty years after the Stockholm Conference on the Human Environment, has been the United Nations Conference on Environment and Development. There has been much discussion - before, during and after the Rio Summit - on the problems of reconciling economic development with the protection of the environment. Somewhat less attention has been given to cultural and spiritual values, although they have much to do with what development is about and may well hold the key to the achievement of a genuinely human and sustainable development.

The concept of the world heritage, which is essentially non-economic and cultural, provides a vital complement to the discussions surrounding Rio. The World Heritage Convention affirms the importance of intangible values, of the human aspiration to beauty and meaning as well as to the satisfaction of material needs and wants. It assimilates the wonders of nature to those of culture, regarding as a continuum what have all too often - and at what cost ! - been treated as distinct. At the same time, it gives to these diverse expressions of beauty and meaning a universal dimension. What is most representative of the cultural identity of each people is - in its diversity - of value

to humanity as a whole and must be preserved for present and future generations, in the same way as landscapes of great beauty or outstanding interest.

The task of safeguarding the world's cultural and natural heritage is an inherently challenging one. The challenge is that of promoting awareness of the importance of preserving an inheritance whose loss is irreparable for precisely the reason that its value is unquantifiable. It is that of mobilizing support - including the essential financial backing - for an undertaking that yields relatively few tangible "returns" to set against the all too tangible threats to which the heritage is subject.

Twenty years after the adoption of the Convention, the scale of these threats continues to grow. Uncontrolled urban development, overpopulation, environmental degradation, poverty and neglect place at risk priceless monuments and the historic centres of cities. Natural areas are subject to encroachment by farming, mining, drilling and other economic activities. Catastrophes provoked by human activity add to the problems of natural disasters. Civil conflict threatens indiscriminately the works of nature and civilization. Tourism - including that generated by inscription on the World Heritage List - can, if not handled properly, be the cause of damage out of all proportion to the benefits it brings. The need for the World Heritage Convention has never been greater than at the present time.

Fortunately the strong support the Convention enjoys among the nations of the world has served to limit the impact of these threats to the world heritage. It is a measure of this support that 128 States have to date acceded to the Convention and 358 properties are currently inscribed on the World Heritage List. Your Committee will, I know, consider the inclusion of new properties on the List at its current session as it pursues the task of bringing all the world's heritage of universal value under the protection of the Convention.

It is worth underlining here that the inclusion of a property on the World Heritage List, while bringing benefits in the form of increased prestige and worldwide recognition, also entails responsibilities for the State concerned. It implies an obligation to preserve the listed property in accordance with the provisions of the Convention in order that it may be transmitted to future generations. All possible actors need to be mobilized to this end. They include not only the relevant government departments but also non-governmental organizations, grassroots associations, young people and local authorities, including elected representatives. In this connection, I welcome very much the creation with the help of the Canadian Government of a network of World Heritage Cities, which should help through the pooling of knowledge and experience to promote in the cities concerned a development consistent with the spirit of the Convention.

At the international level, your Committee has a crucial role to play. By setting out its goals and adopting, at its current session, new strategic guidelines for the implementation of the Convention, the Committee is providing itself with policy instruments that should enable it to fulfil to maximum effect its role of guiding the efforts of the international community to protect and preserve the universal heritage.

I should like to take this opportunity to underline the following policy issues that seem to me essential :

- The first concerns the need to continue to exercise good sense and pragmatism in applying the criteria for the inclusion of properties in the World Heritage List, since the credibility of our enterprise rests not only on the maintenance of the highest standards of selection but also on taking into account all the relevant circumstances in each particular case.
- My second point is to emphasize the importance of listed properties being maintained in a proper state of conservation. The Committee, in association with its technical advisory bodies and all the local partners, must continue its efforts to improve monitoring of listed properties so that threats to the conservation of sites can be detected well in advance and remedial measures taken. Before work or activities of any scale are undertaken - particularly when the characteristics that led to the recognition of a site could be altered - it is important that appropriate information should be provided.
- My third point would be to underline that, important as it is to boost the resources of the World Heritage Fund, the protection of the heritage is not exclusively a question of financial means. It is also of the greatest importance to increase awareness and to mobilize decision-makers and the general public in support of the safeguarding of the heritage. The World Heritage must be a **shared** inheritance in every sense of the term.
- Events have shown that urgent action may be sometimes be required in the heritage field. As Director-General, I shall continue to act in accordance with my constitutional prerogatives and with the duties assigned to me by treaties by moving quickly when our common heritage is threatened.

On the question of the World Heritage in Danger and bearing in mind recent discussions in the Executive Board, it seems to me that exceptional circumstances - such as the recent case of Dubrovnik - may justify the inclusion of a property on the World Heritage in Danger List without preliminary request from the State concerned. However, in most instances inclusion in the List should involve the consent of the State Party and should never be assimilated to a sanction. At the most it should be a stimulus to the government concerned to work closely with

the Secretariat and your Committee to identify and apply the appropriate technical solutions to the problem in question, as well as a pressing invitation to donors to contribute to the safeguarding of the universal heritage.

In order to support the work of your Committee and in response to the wish of the General Conference to see UNESCO's action reinforced in a field where it has special constitutional responsibilities, I have recently - as you will know - established a World Heritage Centre, bringing together a secretariat previously divided along cultural and natural lines and strengthening it with the addition of four professional staff. This new unified World Heritage Centre, working in close co-operation with the other sectors of the Secretariat, should be better equipped to assist the Committee in its various objectives, such as the building up of sound monitoring systems, the launching of appeals and fund-raising activities for the World Heritage Fund, and action to promote greater public awareness of the Convention. It should also make for closer and easier co-operation with the technical advisory bodies - notably ICOMOS, ICCROM and IUCN - which have consistently provided UNESCO with such excellent service in the implementation of the World Heritage Convention. Other tasks to which the Centre can contribute include helping to persuade those countries that have not yet acceded to the Convention to consider doing so, and pursuing efforts to ensure that the heritage list is representative of the variety of the world cultures.

How then, as the implementation of the World Heritage Convention enters a new phase of consolidation and renewal, may we sum up the future challenges and prospects for the protection of the natural and cultural heritage under the Convention ?

The essential challenge is that of preserving the memory of the past - that of the world and of humanity, of nature and culture, which remain indissociable. In preserving memory in this way we are doing more than simply safeguarding the past : we are ensuring organic continuity with the future. For as the Spanish philosopher Unamuno observed : "Memory is the basis of the individual personality as tradition is the basis of the collective personality of a people. We live in memory and through memory, and our spiritual life is, in the last resort, no more than the effort of remembrance to persevere, to become hope, the effort of our past to become future". Memory is the continuum of past and present and the essential context of individual creativity. Memory of the past is often the best hope for shaping a brighter and more equitable future; and the future is the only heritage that remains intact to be better shared. The roots of the past embedded in works of nature or culture thus represent an incalculable spiritual resource for humanity and one that it neglects to protect at its peril. They also serve to remind humanity of its unity in diversity and thereby contribute powerfully to one of UNESCO's essential goals - the promotion of mutual understanding and solidarity among peoples, the construction of the defences of peace in the minds of men, which remains one of the international community's priority tasks at the close of the twentieth century.

The prospects for the preservation of the world heritage must inevitably depend on the success of the international community in addressing the wider spectrum of problems - in the spheres of development, peace and protection of the environment - at the origin of so many of the threats to the heritage. Let us never forget that poverty, over-population, ignorance and prejudice threaten the collective memory and destiny of humanity, which are our children's birthright. Children, wherever they are, remain the supreme masterpieces of our common heritage. However, within the more limited context that is our immediate concern, the growing consciousness of the importance of the natural and cultural heritage, the strong support of the nations of the world for activities under the World Heritage Convention and the commitment of UNESCO, your Committee and the relevant NGOs to its effective implementation provide very real grounds for optimism.

And so, as we contemplate the whole network of world heritage sites spread over the face of the globe, representing simultaneously memories of the past and beacons of energy and hope, there is good reason - I believe - for all concerned with the World Heritage Convention to celebrate on this twentieth anniversary, and perhaps to proclaim with the poet Rimbaud :

"I have hung cords from steeple to steeple; garlands from window to window; golden chains from star to star, and I dance".